



METROPOLE TELEVISION – M6  
SOCIETE ANONYME A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE  
AU CAPITAL DE 51 581 876 €  
SIEGE SOCIAL : 89 AVENUE CHARLES DE GAULLE  
92575 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX  
339 012 452 RCS NANTERRE

# **RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

Semestre clos le 30 JUIN 2008  
(L 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier  
Article 222-4 et suivants du RG de l'AMF)

Nous vous présentons le rapport financier semestriel portant sur le semestre clos le 30 Juin 2008, établi conformément aux dispositions des articles L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 et suivants du Règlement Général de l'AMF.

Le présent rapport sera diffusé conformément aux dispositions de l'article 221-3 du règlement général de l'AMF. Il sera notamment disponible sur le site de notre société [www.groupem6.fr](http://www.groupem6.fr)

# SOMMAIRE

Attestation du responsable	page 3
Rapport semestriel d'activité	page 4
Comptes consolidés semestriels résumés	page 16
Annexe aux comptes consolidés résumés	page 20
Rapport des Commissaires aux Comptes	page 46

## ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans sa consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en pages 4 à 13 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Neuilly sur Seine le 24 juillet 2008

**Nicolas de Tavernost**  
Président du Directoire

## RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

30 JUIN 2008

### 1. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE

#### 1.1. Antenne M6

Au cours de ce premier semestre, la chaîne M6 a confirmé ses bonnes performances d'audience, dans un contexte marqué par le développement accéléré de la TNT (Télévision Numérique Terrestre) gratuite : 14,8 millions de personnes vivent aujourd'hui dans un foyer équipé au moins d'un adaptateur TNT (foyers exclusifs, non abonnés au câble, Satellite ou TV par ADSL, *source : Médiamétrie MediaCabSat vague 15 décembre 2007 – juin 2008*). Les équipés TNT exclusifs représentent désormais 25,9 % de la population équipée TV contre 13% au premier semestre 2007.

Sur les 57,2 millions de personnes équipées TV, 17,2 millions sont en outre abonnées au câble ou au Satellite (30,1%), et 8,4 millions reçoivent la TV par ADSL (14,7%) ; 16,7 millions de personnes (29,3%) résident dans un foyer recevant uniquement la télévision par voie hertzienne analogique.

Cette évolution de l'équipement se traduit par une fragmentation des audiences entre les chaînes analogiques historiques et les chaînes de la TNT principalement. Au premier semestre 2008, les six grandes chaînes ne concentrent plus que 77% des parts d'audience (4 ans et plus) contre 84% au premier semestre 2007 ; parallèlement, les autres chaînes de l'univers TNT agrègent 22 % des parts d'audience (4 ans et plus) contre 17 % au premier semestre 2007. Cette croissance provient essentiellement des chaînes de la TNT (*source : Médiamétrie*)

Dans ce contexte, et en ligne avec sa stratégie de renforcement des programmes aux heures de grande écoute de la télévision, la chaîne M6 a concentré ses efforts sur la tranche horaire de 18 à 23h, se traduisant par :

- En avant-soirée, une progression significative des audiences,
- En soirée, un maintien de la puissance avec 3,6 millions de téléspectateurs en moyenne. M6 est la seule grande chaîne nationale à réussir cette performance.
- Avec la diffusion de l'Euro 2008, des audiences records. M6 atteint ainsi la meilleure audience de l'année toutes chaînes confondues, avec 13,2 millions de téléspectateurs pour le match France – Italie, et réalise ses deux meilleures audiences historiques avec ce match et le match France – Roumanie (9,6 millions de téléspectateurs). *Source : Médiamétrie*

Le marché publicitaire TV du 1er semestre 2008 a été marqué par :

- Le processus de fragmentation des audiences et ses répercussions sur la répartition par les annonceurs de leurs budgets publicitaires entre chaînes analogiques / chaînes de la TNT,
- Une conjoncture économique difficile, affectant les dépenses des annonceurs,
- La modification par France Télévisions des modalités de commercialisation de ses écrans publicitaires, désormais valorisés en net uniquement et non plus en brut.

Ce changement a un impact sur le suivi des indicateurs traditionnels de marché.

Au cours du premier semestre 2008, les investissements bruts publicitaires du marché hertzien (TF1, Canal + et M6) sont stables par rapport au premier semestre 2007 à 2 303,7 M€. L'évolution du temps de publicité indique une croissance de +1,8% pour M6, avec un recul marqué pour les chaînes du Groupe France Télévisions (-20,8%).

Sur la chaîne M6, trois secteurs annonceurs (parmi les dix premiers) enregistrent une progression de leurs investissements (Télécommunications, Transport, Voyage Tourisme), tandis que les secteurs liés à la grande consommation, à la distribution et à l'édition notamment sont en recul. (Source : TNS MI)

## **1.2. Chaînes numériques**

Le Groupe M6 poursuit son développement en TNT gratuite. W9 a amplifié au cours du 1er semestre ses performances d'audience, en atteignant en juin 2008 une part d'audience nationale (4 ans et plus) de 1,9%. W9 s'affirme par ailleurs comme le leader sur les principales cibles commerciales, notamment les ménagères de moins de 50 ans.

Dans l'univers de la télévision payante, Paris Première et Téva confirment leurs performances sur leurs cibles commerciales :

- Paris Première maintient sa position de tête sur les individus CSP+, avec une part d'audience de 1,3 % (*Mediamétrie, septembre – juin 2008, part d'audience auprès des abonnés à une offre élargie*),
- Téva est, avec 1,3 % de part d'audience, la première chaîne auprès des ménagères de moins de 50 ans (*Mediamétrie MediaCabSat vague 15, abonnés à une offre payante élargie*).

## **1.3. Diversifications et Droits Audiovisuels**

Les diversifications et droits audiovisuels ont connu un semestre contrasté.

Le pôle Interactivité a poursuivi sa croissance et enregistré de nouveaux développements, avec l'acquisition du Groupe Cyréalys et le lancement de la plate-forme de télévision de rattrapage M6 Replay. L'intégration de ces nouveaux sites a permis à l'audience du Groupe M6 de progresser de 80% en un an pour atteindre 9 millions de Visiteurs Uniques en Juin 2008.

Le pôle Droits Audiovisuels a renforcé son activité de catalogue avec l'acquisition de la société Hugo Films, détentrice d'un catalogue de 18 longs métrages parmi lesquels *Gomes & Tavares, Les Aristos, UV, Arsène Lupin, ....* Le pôle Droits Audiovisuels a néanmoins subi un recul de ses ventes de DVD, notamment en kiosques, dans un marché en retrait et avec un nombre de sorties en baisse<sup>1</sup>.

Les équipes des sociétés Mistergooddeal.com et Home Shopping Service, formant le pôle Vente à Distance, ont déménagé début 2008 dans des locaux communs situés à Rungis. Ces

---

<sup>1</sup> L'activité de distribution de DVD en kiosque a été apportée par M6 Interactions à SND rétroactivement au 1er janvier 2008.

équipes ont ainsi pu mettre en commun leurs compétences et développer de nouvelles synergies.

Le Pôle Interactions souffre, au travers de ses activités de collections et de musique, d'une conjoncture difficile et de marchés en retrait. Dans ce contexte, la décision a été prise d'ajourner les lancements de nouveaux produits.

Enfin, le Football Club des Girondins de Bordeaux a terminé la saison 2007-2008 à la deuxième place de la Ligue 1, se qualifiant ainsi pour la Ligue des Champions qui débutera au second semestre.

## **1.4. Autres faits marquants**

### **1.4.1. Activités du Groupe M6**

Le 13 février 2008, M6 Editions a procédé au rachat des 50% de Femme en Ville détenus par le fondateur du magazine et des actionnaires financiers.

Le 28 février 2008, M6 a acquis 100% des actions de la société de production cinématographique Hugo Films, détentrice d'un catalogue de long-métrages, permettant ainsi au Groupe de renforcer sa position dans l'activité de distribution de droits audiovisuels.

Le 5 mars 2008, le Conseil d'Etat a annulé l'avenant à la convention de W9, négocié avec le CSA, et qui faisait l'objet d'un recours depuis 2005 de la part de chaînes concurrentes (groupes TF1 et NRJ). Le Conseil d'Etat a estimé que cet avenant aurait dû prévoir des aménagements concernant les heures de grande écoute de la chaîne, initialement définies de manière très extensive, couvrant la période de 7h à 24h. En conséquence, le Conseil d'Etat a demandé une renégociation de ce point entre le Groupe M6 et le CSA avant le 1<sup>er</sup> juillet 2008. Cette renégociation a abouti en date du 26 juin 2008 à la conclusion d'un nouvel avenant à la convention de W9, qui modifie la définition des heures de grande écoute, désormais fixées de 10h00 à 12h30 et de 17h00 à 23h00. Par ailleurs ce nouvel avenant prévoit la diffusion de plus de programmes musicaux dans la tranche horaire 16h00 – 24h00. Ce nouvel avenant entraînera une adaptation de la programmation sans remettre en cause l'équilibre économique actuel de la chaîne.

Le 19 mars 2008, le Groupe M6 a lancé M6Replay, plateforme de télévision de rattrapage offrant gratuitement les programmes de M6 sur Internet à tout moment, pendant 7 jours après la diffusion. Ce lancement d'un nouveau service innovant marque la volonté du Groupe de suivre et de répondre aux nouvelles façons de consommer la télévision.

Au cours du mois de mars 2008, le Groupe a utilisé l'autorisation de rachat de ses propres actions en vue d'annulation pour acquérir 980 000 titres M6 au prix moyen pondéré de 13,97 € (dont 480 000 titres acquis auprès de RTL – Immobilière Bayard d'Antin). Les 980 000 titres ont été annulés consécutivement à leur achat, ramenant ainsi le nombre d'actions formant le capital de la société à 128 954 690.

Par ailleurs, la société a été informée au mois de mars que le groupe CNP détenait désormais 7,1% du capital suite à l'acquisition de 2,5 millions de titres sur le marché.

Le 30 avril 2008, M6 Web a conclu l'acquisition de 100% du Groupe Cyréalys qui exploite trois sites éditoriaux sur des thématiques high-tech (clubic.com), jeux vidéo (jeuxvideo.fr) et e-business (neteco.com) ainsi qu'un moteur de comparaison de prix (achetezfacile.com). Cette acquisition permet au Groupe M6 de poursuivre sa stratégie de croissance rentable, tout en se donnant les moyens de dynamiser l'ensemble de son offre Internet et de devenir un des acteurs leaders de ce marché, avec une audience cumulée de 9 millions de visiteurs uniques dédoublés en juin 2008 (*source : Nielsen Netratings*).

Enfin, le 27 mai 2008, le CSA a attribué une fréquence aux chaînes M6 et W9 dans le cadre du lancement prochain de la Télévision Mobile Personnelle (TMP).

### **1.4.2. Evolutions réglementaires en cours**

Sous l'impulsion de Monsieur Nicolas Sarkozy, Président de la République, et de Madame Christine Albanel, Ministre de la Culture et de la Communication, des chantiers de modernisation et de réforme du cadre réglementaire et législatif encadrant les activités des entreprises de communication audiovisuelle ont été lancés fin 2007 – début 2008. Ces chantiers concernent :

#### **- La modification des relations entre les diffuseurs et les producteurs :**

Une mission de concertation est menée depuis octobre 2007 à la demande de la Ministre de la culture et de la communication en vue de proposer des modifications des décrets de 2001 et 2002 qui organisent les relations entre producteurs et diffuseurs. Un rapport d'étape a été remis au ministre à la fin de l'année 2007, formulant quelques préconisations sur la base desquelles une seconde série de consultations a été entreprise en février 2008.

#### **- La réforme du service public audiovisuel**

Selon la volonté du Président de République, visant à proposer une réforme du service audiovisuel public, une commission présidée par Monsieur Copé composée de parlementaires et de représentants du secteur audiovisuel a été instituée le 19 février 2008 afin de mener les consultations nécessaires à cette réforme. Le rapport de la commission a été présenté au Président de la République le 25 juin 2008, qui a indiqué les orientations et propositions qu'il souhaitait retenir, à savoir notamment :

- la suppression, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, de la publicité à partir de 20h00 sur la majorité des chaînes du secteur public, puis une suppression toute la journée à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2011 ;
- en vue de compenser la suppression de la publicité sur France Télévisions, une taxe de 0,9 % sur le chiffre d'affaires des opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès Internet ainsi qu'une taxe de 80 M€ sur le chiffre d'affaires des chaînes privées sont notamment envisagées.

#### **- La transposition de la directive européenne relative aux services de médias audiovisuels.**

La transposition de la directive « Télévision sans frontières » telle que modifiée par la directive dite « SMA » doit intervenir dans le droit français au plus tard au premier semestre 2009. Cette directive apporte un certain nombre d'assouplissements en matière publicitaire notamment (passage de l'heure glissante à l'heure d'horloge, augmentation du volume moyen journalier, seconde coupure dans les œuvres).

Les réformes précédemment indiquées prendront donc corps dans un contexte de transposition législative. D'après les informations rendues publiques, et à l'issue d'une phase de consultation et de concertation, un projet de loi devrait être déposé au Parlement à l'automne 2008 par la Ministre de la Culture et de la Communication.

## **2. COMPTE DE RESULTAT**

**Le Groupe M6 a enregistré au premier semestre 2008 une stabilité de son chiffre d'affaires consolidé, à 709,1 M€.**

Les recettes publicitaires plurimédias progressent de +4,0% à 414,0 M€, dont + 0,6% au titre des recettes publicitaires de la chaîne M6 (à 367,1 M€) et + 41,7 % au titre des recettes publicitaires des chaînes numériques et autres medias (à 46,9 M€).

Les revenus non publicitaires du Groupe sont en retrait de 5,1 % à 295,3 M€.

**Par segment, les évolutions sont les suivantes :**

Le chiffre d'affaires de l'Antenne M6 s'établit à 370,2 M€ contre 367,6 M€ au 30 juin 2007.

Le chiffre d'affaires des chaînes numériques du Groupe est en croissance de +27,9%, sous l'impulsion de W9.

Le pôle Diversifications et Droits audiovisuels enregistre un recul de - 5,6% de son chiffre d'affaires à 275,9 M€, sous l'effet d'une conjoncture plus difficile pour les activités liées à la consommation des ménages. Dans ce contexte :

- Le pôle Vente à Distance connaît un ralentissement de sa croissance,
- Le pôle Interactions a réduit le nombre de lancements de nouveaux produits,
- Les droits audiovisuels enregistrent un recul sur leurs activités vidéos.

En revanche, le pôle Interactivité poursuit son rythme de croissance, et le F.C.G.B bénéficie des revenus de son classement de 2ème de Ligue 1.

**Le résultat opérationnel courant (EBITA) du Groupe** s'établit à 106,5 M€, en retrait de 29,5%, sous l'effet de l'investissement annoncé dans la grille des programmes. Le coût de la grille progresse en effet de 48 M€ à 194,5 M€ (+ 32.8%), incluant 50 M€ de coût global de diffusion de l'Euro 2008.

La contribution de l'Antenne M6 à l'EBITA consolidé s'établit à 79,7 M€ contre 125,1 M€ au 30 juin 2007.

La contribution du segment des chaînes numériques à l'EBITA consolidé atteint 7,7 M€, en progression de 75%. W9 dégage pour la première fois un résultat opérationnel courant positif de 3,0 M€.

La contribution du segment des droits et diversifications à l'EBITA consolidé s'établit à 21,5 M€ contre 25,1 M€ au 30 juin 2007.

Les charges non affectées aux activités pèsent pour 2,4 M€ contre 3,4 M€ au 30 juin 2007<sup>2</sup>. Ces charges se rapportent notamment au coût des plans de souscription d'actions et des plans d'attribution gratuite d'actions.

**Le résultat opérationnel** s'établit à 107,9 M€, après prise en compte d'un amortissement des marques à hauteur de 0,5 M€ et d'un résultat positif de cessions de filiales et participations à hauteur de 1,8 M€.

**Le résultat financier** de 11,4 M€ comprend pour 9,9 M€ la valorisation de l'actif financier composé des titres Canal+ France et de l'option de vente attachée.

Le résultat des sociétés mises en équivalence est négatif de 1,3 M€.

**Le résultat net part du Groupe** s'établit à 79,2 M€ après un impôt sur les résultats de 38,8 M€.

### **3. BILAN**

Au 30 juin 2008, le total bilan s'établit à 1 428,4 M€ en légère progression de + 1.3 M€ (+ 0,9%) par rapport au 31 décembre 2007.

**Les actifs non courants s'élèvent à 717,6 M€ en hausse de + 38,7 M€ (+ 5,7%) par rapport à la clôture 2007.**

L'actif financier correspondant à la participation de 5,1% dans Canal + France constitue le principal actif non courant à hauteur de 352,8 M€. Celui-ci a été réévalué de + 9,9 M€ afin d'en refléter la juste valeur compte tenu de l'option de vente des titres Canal + France avec une valeur plancher (384,2 M€) dont dispose le Groupe en 2010.

Les autres variations des actifs non courants se rapportent principalement à l'acquisition de Cyréalys et de Hugo Films qui contribuent pour + 23,0 M€ à la progression des goodwill et pour + 13,1 M€ à la variation des droits audiovisuels immobilisés.

**Hors trésorerie et équivalents de trésorerie, les actifs courants s'établissent à 684,6 M€ en augmentation de + 25,6 M€ (+ 3,9%) par rapport au 31 décembre 2007.**

Cette variation résulte essentiellement de la progression des actifs courants liés aux créances clients (+ 48,5 M€) compte tenu de la forte saisonnalité du niveau des créances lié au chiffre d'affaires publicitaire, un niveau maximal étant en effet généralement atteint à l'issue du 1<sup>er</sup> semestre. Les stocks de droits de diffusion et de marchandises sont quasi-stables (+ 2,3 M€ soit + 1,0%) quand les autres actifs courants reculent (- 34,9 M€) après apurement des avances versées pour 26,1 M€ à la clôture 2007 au titre de la diffusion de l'Euro 2008.

**La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élèvent à 26,2 M€ et régressent de - 62,9 M€ par rapport au 31 décembre 2007.**

---

<sup>2</sup> Données retraitées du résultat opérationnel courant des sociétés immobilières et sociétés sans activité. Les résultats des sociétés immobilières du Groupe et des sociétés sans activité, précédemment reportés dans le segment Antenne M6, ne sont désormais plus affectés à un segment particulier.

#### **Au passif du bilan, les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 728,4 M€.**

Leur variation (- 59,6 M€) s'explique principalement par la distribution de dividendes (- 128,7 M€), les opérations affectant les actions propres (rachat d'actions pour annulation ou attribution) dont l'impact net sur les capitaux propres ressort à - 13,7 M€ ainsi que par le résultat net du 1<sup>er</sup> semestre (+ 79,2 M€).

#### **Les autres éléments composant le passif (passifs courants et non courants) s'établissent à 700,1 M€ en nette progression pour + 61,0 M€ (+ 9,5%).**

Hormis la progression de l'endettement avec la mise en place de deux lignes de crédit tirées à hauteur de 65,0 M€ au 30 juin 2008, les autres postes constitutifs des passifs courants et non courants sont restés relativement stables au cours du semestre.

### **4. ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS**

#### **Au 30 juin 2008, les engagements donnés par le groupe s'élèvent à 759,6 M€ contre 884,3 M€ au 31 décembre 2007.**

Cette baisse significative des engagements donnés (- 124,7 M€) résulte principalement des évolutions suivantes :

- Les engagements d'achats de droits et engagements de coproductions nets des avances versées s'élèvent à 586,3 M€ en décroissance de - 104,8 M€ ; cette baisse se rapporte principalement à la chaîne M6 pour - 88,5 M€ consécutivement à l'ouverture, et donc à l'inscription au bilan en stocks, de droits acquis au cours des dernières années dans le cadre de transactions ponctuelles ou « d'output deals » et à la consommation d'une partie d'entre eux. La chaîne ne s'est en outre pas engagée sur de nouvelles acquisitions majeures au cours du semestre écoulé ;
- Les engagements en lien avec les contrats de transport et de diffusion des chaînes s'élèvent à 136,8 M€ en baisse de - 20,3 M€ par rapport au 31 décembre 2007. Cette baisse résulte principalement de l'exécution du contrat de diffusion analogique de la chaîne M6, la date de fin de contrat retenue correspondant à la date d'extinction du signal analogique prévu par la Loi (30 novembre 2011). Les engagements liés à la diffusion numérique (TNT) de M6, W9, Paris Première et TF6 (à hauteur de 50%) sont quasi-stables, le nouveau coût résultant de l'extension des zones de couvertures TNT en 2008 étant compensé par l'exécution des contrats établis jusqu'en 2007.

#### **Au 30 juin 2008, les engagements reçus par le groupe s'élèvent à 118,3 M€ contre 140,9 M€ au 31 décembre 2007.**

La variation est en majeure partie constituée de l'évolution (- 14,6 M€) des engagements reçus de Canal + France et des autres principaux distributeurs au titre de la distribution des chaînes du Groupe, à mesure de l'exécution des contrats.

## 5. TABLEAU DE FINANCEMENT

**Les flux de trésorerie provenant de l'exploitation s'élèvent à + 96,3 M€ au 30 juin 2008 à un niveau comparable à celui du 1<sup>er</sup> semestre 2007 (+ 95,4 M€).** Cette stabilité résulte néanmoins d'évolutions contrastées de la capacité d'autofinancement et du besoin en fonds de roulement.

- La capacité d'autofinancement avant impôt dégagée par le Groupe régresse en effet de – 53,6 M€ et s'établit à + 144,0 M€. Cette baisse est essentiellement liée à la baisse de l'activité (- 41,9 M€ pour le résultat opérationnel et – 1,7 M€ pour le résultat financier hors réévaluation de l'actif Canal + France) ;
- La variation du besoin en fonds de roulement (« BFR »), hors créances et dettes d'impôt, se traduit par un emploi de la trésorerie pour – 8,4 M€, à un niveau très inférieur à celui enregistré au 1<sup>er</sup> semestre 2007 (– 59,2 M€). Hors avances versées en 2007 au titre de l'achat des droits de l'Euro 2008, la variation du 1<sup>er</sup> semestre 2008 se serait néanmoins établie à – 34,5 M€. En outre, la poursuite des actions ciblées de suivi des stocks, créances clients et dettes fournisseurs a en effet permis de contenir le niveau relatif de BFR rapporté à l'évolution de l'activité et de l'entrée en stocks de droits précédemment constatés en engagements donnés par le Groupe.
- Le décaissement lié à l'impôt sur les sociétés s'établit à – 39,3 M€ contre – 43,1 M€ décaissés au 1<sup>er</sup> semestre 2007.

**Les flux de trésorerie affectés aux investissements consomment la trésorerie dégagée par l'exploitation à hauteur de – 68,8 M€. Les investissements nets s'étaient établis à – 94,5 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2007.**

- Les investissements de croissance ou non récurrents s'élèvent à – 24,5 M€ alors qu'ils ressortaient à – 61,3 M€ sur le premier semestre 2007. Le 1<sup>er</sup> semestre 2008 a en effet été marqué par l'acquisition de Cyréalys, de Hugo Films et de 50% de Femmes En Ville. En 2007, le Groupe avait procédé à l'acquisition d'un immeuble à Neuilly-sur-Seine, au rachat des minoritaires dans Sedi TV (Téva) et à la prise de participation dans Summit Entertainment LLC.
- Les investissements plus récurrents (achats de droits par SND, achats et ventes de joueurs par le FC Girondins de Bordeaux, renouvellement des équipements techniques) progressent de – 33,2 M€ à – 44,3 M€. Cette évolution résulte d'une part d'une activité importante de SND sur le marché des droits, d'autre part, de l'activation de dépenses liées au chantier de modernisation des systèmes d'information du Groupe.

**Les flux de trésorerie résultant des opérations de financement constituent un emploi à hauteur de – 90,4 M€ quand ces flux s'établissaient à – 136,3 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2007.** Cette variation s'explique comme suit :

- Les dividendes versés ont légèrement progressé de – 3,7 M€ passant de – 125,0 M€ à – 128,7 M€, la progression du dividende versé par action entre 2007 et 2008 (+ 5 centimes

par action) n'ayant pas été compensée par les réductions de capital résultant du programme de rachat d'actions ;

- Ce programme de rachat d'actions a pesé sur la trésorerie pour – 13,7 M€ au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2008, soit un coût supérieur de – 5,5 M€ à celui encouru au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2007 qui avait vu le programme se mettre en place. Les autres décaissements liés aux opérations sur les actions propres (achats dans le cadre d'attribution, contrat de liquidité) s'établissent dans le semestre à – 11,8 M€ quand ils ressortaient à – 1,9 M€ pour la même période en 2007.
- Afin de financer ses emplois de trésorerie, le Groupe a mis en place deux lignes de crédit pour un montant total de 85 M€ dont 65 M€ étaient mobilisés au 30 juin 2008.

**Le semestre se traduit donc par une diminution de la trésorerie de – 62,9 M€ quand le 1<sup>er</sup> semestre 2007 avait affiché une diminution encore supérieure, à – 187,9 M€, compte tenu, notamment, du remboursement en janvier 2007 de – 52,5 M€ à Vivendi d'une avance perçue en 2006 dans le cadre de l'opération d'apport de TPS à Canal + France.**

**La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissent ainsi à + 26,2 M€ au 30 juin 2008 contre + 62,8 M€ au 30 juin 2007.**

**Compte tenu de la position d'endettement, le Groupe est de la sorte passé d'une position de trésorerie nette positive de + 63,0 M€ au 30 juin 2007 à une position d'endettement de – 41,2 M€ au 30 juin 2008.**

## **6. EVENEMENTS POST - CLOTURE**

A la connaissance de la société, aucun événement significatif n'est intervenu depuis le 1er juillet 2008 susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société et du groupe.

## **7. DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES**

### **7.1. Risques et incertitudes concernant le semestre écoulé**

Les principaux risques et incertitudes auxquels est soumis le Groupe sont détaillés dans le Document de Référence 2007 enregistré auprès de l'AMF en date du 9 avril 2008 et disponible sur le site [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org) ainsi que sur le site de la société [www.groupem6.fr](http://www.groupem6.fr). Y sont notamment décrits les facteurs de risques, les assurances et les couvertures des risques ainsi que la méthode de provisionnement des risques et litiges.

Pour couvrir les risques de marché, le groupe a procédé au cours du 1er semestre à 4 nouvelles couvertures de change de ses passifs libellés en USD pour une contre valeur totale de 8 M€, correspondant à la totalité des engagements pris au cours de la période. Les plans d'attribution gratuite d'actions n'ont pas été couverts.

A la connaissance de la société, aucun événement survenu depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, hors éléments déjà mentionnés, ne modifie la description des principaux risques et incertitudes telle qu'effectuée dans le document de référence.

## **7.2. Risques et incertitudes concernant le second semestre**

Les activités du Groupe sont pour partie soumises à des effets de saisonnalité, dont les principes généraux sont détaillés en note 4 de l'annexe aux comptes consolidés.

Plus spécifiquement concernant l'exercice 2008, les éléments suivants peuvent être ajoutés :

- Compte tenu de la faible visibilité dont il dispose sur ses recettes publicitaires, le Groupe M6 n'est pas en mesure de fournir d'éléments précis à ce stade sur les tendances pour l'ensemble du second semestre.
- La progression du coût des programmes de la chaîne M6 au premier semestre, qui s'établit à +32,8%, s'explique par la diffusion au mois de juin des matchs de l'Euro 2008. Cette progression n'est donc pas représentative de l'évolution sur année pleine. Par ailleurs, le Groupe M6 avait indiqué au mois d'avril que, sur l'exercice 2008, le coût des programmes de la chaîne M6 serait susceptible de s'établir aux alentours de 365 M€.
- Les résultats des chaînes numériques, et en particulier de W9, sont exposés à l'incertitude sur leurs recettes publicitaires et à un effet de saisonnalité sur les coûts de grille, lié à la mise en place en septembre des nouveaux programmes pour la saison.
- Les résultats du FC Girondins de Bordeaux réalisés au cours du 1<sup>er</sup> semestre ne sont pas extrapolables sur l'année civile.

## **8. PARTIES LIEES**

Les informations concernant les transactions réalisées avec les parties liées sont détaillées en note 27 de la présente annexe.



**METROPOLE TELEVISION – M6**  
**SOCIETE ANONYME A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE AU**  
**CAPITAL DE 51 581 876 €**  
**SIEGE SOCIAL : 89 AVENUE CHARLES DE GAULLE – 92575 NEUILLY-SUR-**  
**SEINE CEDEX**  
**339 012 452 RCS NANTERRE**

## **COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2008**

<b>A. COMPTES CONSOLIDES AU 30/06/2008.....</b>	<b>16</b>
1. BILAN CONSOLIDE .....	16
2. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE .....	17
3. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE .....	18
4. CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES .....	19
<b>B. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES .....</b>	<b>20</b>
1. FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE .....	20
2. INFORMATIONS SUR L'ENTREPRISE .....	20
3. PRÉPARATION ET PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 21	
4. SAISONNALITE .....	22
5. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES .....	22
6. INFORMATIONS SECTORIELLES .....	23
7. AUTRES PRODUITS OPERATIONNELS ET AUTRES CHARGES OPERATIONNELLES .....	24
7.1. Consommations et autres charges opérationnelles.....	24
7.2. Amortissement, dépréciation, différences de change et coûts des stocks inclus dans les charges opérationnelles.....	25
8. REMUNERATIONS EN ACTIONS .....	25
9. RESULTAT FINANCIER .....	27
10. IMPÔT SUR LE RESULTAT .....	28
11. RÉSULTAT PAR ACTION.....	29
12. DIVIDENDES VERSÉS .....	29
13. GOODWILL .....	29

14. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	30
15. IMMOBILISATIONS CORPORELLES.....	30
16. ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE.....	31
17. AUTRES ACTIFS FINANCIERS.....	31
18. STOCKS.....	32
19. INSTRUMENTS FINANCIERS.....	32
19.1. Risque de crédit.....	32
19.2. Risque de liquidité.....	33
19.3. Risque de marché.....	34
19.4. Effet en résultat des instruments financiers.....	36
20. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE.....	36
21. CAPITAUX PROPRES.....	37
21.1. Politique de gestion du capital.....	37
21.2. Actions composant le capital de Métropole Télévision.....	38
21.3. Variations de capitaux propres ne transitant pas par le compte de résultat.....	38
22. DETTES FINANCIÈRES.....	39
23. PASSIFS FINANCIERS.....	40
24. INDEMNITÉS DE DÉPART EN RETRAITE.....	40
25. PROVISIONS.....	40
26. ACTIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS.....	41
27. PARTIES LIÉES.....	42
27.1. Identification des parties liées.....	42
27.2. Transactions avec les actionnaires.....	42
27.3. Transactions avec les coentreprises.....	43
27.4. Transactions avec les entreprises associées.....	43
27.5. Transactions avec les dirigeants.....	43
28. ÉVÉNEMENTS POST CLÔTURE.....	44
29. PERIMETRE.....	45

# A. COMPTES CONSOLIDES AU 30/06/2008

## 1. BILAN CONSOLIDE

### ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Note n°	30/06/2008	31/12/2007*
Goodwill	13	76,1	53,5
Droits audiovisuels	14	75,9	60,1
Autres immobilisations incorporelles	14	71,4	63,7
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>		<b>223,4</b>	<b>177,3</b>
Terrain	15	13,7	13,7
Constructions	15	67,0	67,9
Autres immobilisations corporelles	15	20,4	19,0
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>		<b>101,1</b>	<b>100,6</b>
Actifs financiers disponibles à la vente	16	10,2	10,5
Autres actifs financiers non courants	17	358,0	349,9
Participations dans les entreprises associées		14,3	15,4
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		<b>382,5</b>	<b>375,9</b>
Actifs d'impôts différés	10	10,6	25,2
<b>ACTIF NON COURANT</b>		<b>717,6</b>	<b>678,9</b>
Stocks de droits de diffusion	18	194,6	186,1
Autres stocks	18	25,8	32,0
Créances clients nettes		306,4	257,9
Impôts courants		9,9	0,4
Autres actifs		147,9	182,8
Instruments financiers dérivés	19	-	-
Actifs financiers		-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20	26,2	89,1
<b>ACTIF COURANT</b>		<b>710,8</b>	<b>748,2</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>1 428,4</b>	<b>1 427,1</b>

### PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Note n°	30/06/2008	31/12/2007*
Capital social		51,6	52,0
Prime d'émission		24,3	24,3
Actions propres		(10,2)	(10,2)
Réserves consolidées		590,1	566,7
Autres réserves		(6,6)	(13,4)
Résultat net part du Groupe		79,2	168,7
<b>CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE</b>	4	<b>728,4</b>	<b>788,0</b>
INTERETS MINORITAIRES		-	-
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		<b>728,4</b>	<b>788,0</b>
Provisions	24	4,7	6,1
Dettes financières	22	7,3	6,4
Autres passifs financiers		-	4,8
Dettes sur immobilisations		3,1	-
Autres dettes		0,4	3,7
Passifs d'impôts différés	10	18,7	12,1
<b>PASSIF NON COURANT</b>		<b>34,2</b>	<b>33,1</b>
Provisions	25	68,3	68,0
Dettes financières	22	65,3	0,7
Autres passifs financiers	23	6,6	13,3
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		371,1	363,0
Autres dettes d'exploitation		55,2	56,6
Impôts courants		0,1	9,1
Dettes fiscales et sociales		84,2	77,1
Dettes sur immobilisations		15,1	18,2
<b>PASSIF COURANT</b>		<b>665,9</b>	<b>606,0</b>
<b>TOTAL PASSIF &amp; CAPITAUX PROPRES</b>		<b>1 428,4</b>	<b>1 427,1</b>

\* Compte tenu de la compensation des créances et dettes de TVA et IS à compter de 2008, le bilan 2007 a été retraité à des fins de comparabilité.

## 2. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	Note n°	30/06/2008	30/06/2007
Chiffre d'affaires		709,1	709,2
Autres produits opérationnels		3,3	2,1
<b>Total des produits opérationnels</b>		<b>712,4</b>	<b>711,3</b>
Consommations et autres charges opérationnelles	7-1	(427,1)	(392,6)
Charges de personnel (yc participation)		(116,1)	(106,9)
Impôts, taxes et versements assimilés		(30,1)	(28,7)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations (nettes de reprises)	7-2	(33,1)	(32,3)
Perte de valeur des actifs non amortissables		-	(0,9)
<b>Total des charges opérationnelles</b>		<b>(606,4)</b>	<b>(561,5)</b>
Plus-value sur cessions d'immobilisations		1,8	-
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>107,9</b>	<b>149,8</b>
Produit de la trésorerie		2,3	3,5
Coût de l'endettement		(1,1)	(0,6)
Réévaluation des instruments dérivés		0,3	0,6
Produit de cession des actifs financiers disponibles à la vente		-	-
Autres éléments financiers		9,9	8,9
<b>Résultat financier</b>	9	<b>11,4</b>	<b>12,4</b>
Part dans les sociétés associées		(1,3)	-
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>118,0</b>	<b>162,2</b>
Impôt sur le résultat	10	(38,8)	(54,0)
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>79,2</b>	<b>108,2</b>
Profit ou perte après impôt des activités abandonnées		-	-
<b>Résultat net consolidé</b>		<b>79,2</b>	<b>108,2</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>		<b>79,2</b>	<b>108,1</b>
Intérêts minoritaires		-	0,1
Résultat net part du Groupe par action (en euros)	11	0,614	0,821
Résultat net part du Groupe par action des activités poursuivies (en euros)	11	0,614	0,821
Résultat net dilué part du Groupe par action (en euros)	11	0,614	0,820
Résultat net dilué part du Groupe par action des activités poursuivies (en euros)	11	0,614	0,820

### 3. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30/06/2008</b>	<b>30/06/2007</b>
Résultat opérationnel	107,9	149,8
Amortissements et provisions hors actifs circulants	32,0	38,3
Plus values et moins values de cession	(2,9)	(0,2)
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie *	5,5	6,8
<b>Résultat opérationnel retraité des éléments sans incidence sur la trésorerie</b>	<b>142,5</b>	<b>194,7</b>
Produits perçus de la trésorerie	2,7	3,5
Intérêts payés	(1,1)	(0,7)
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT AVANT IMPOT</b>	<b>144,0</b>	<b>197,6</b>
Diminution / (Augmentation) des stocks nets	(2,3)	(12,2)
Diminution / (Augmentation) des créances d'exploitation nettes	(13,4)	(61,4)
(Diminution) / Augmentation des dettes d'exploitation	7,3	14,4
<b>VARIATION du BESOIN en FONDS de ROULEMENT</b>	<b>(8,4)</b>	<b>(59,2)</b>
Impôt sur les sociétés décaissé	(39,3)	(43,1)
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>	<b>96,3</b>	<b>95,4</b>
<b>Opérations d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(39,7)	(32,5)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(6,8)	(40,1)
Acquisition d'immobilisations financières	-	(10,6)
Trésorerie nette résultant d'acquisitions de filiales	(24,7)	(13,9)
Trésorerie nette résultant des cessions de filiales	0,4	-
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	2,0	2,2
Cessions ou réductions d'immobilisations financières	-	0,3
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(68,8)</b>	<b>(94,5)</b>
<b>Opérations de financement</b>		
Augmentation / réduction de capital	-	-
Actifs financiers courants	1,4	(3,4)
Passifs financiers	62,4	2,2
Produits des exercices de stock-options	-	-
Acquisitions d'actions propres	(25,5)	(10,1)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(128,7)	(125,0)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	-
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>	<b>(90,4)</b>	<b>(136,3)</b>
Flux de trésorerie liés aux activités en cours de cession	-	(52,5)
<b>VARIATION GLOBALE DE TRESORERIE</b>	<b>(62,9)</b>	<b>(187,9)</b>
Trésorerie et équivalent de trésorerie à l'ouverture	89,1	250,7
<b>TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE</b>	<b>26,2</b>	<b>62,8</b>

\* principalement liés à la charge comptabilisée conformément à IFRS 2 - Paiement fondé sur des actions

## 4. CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Nombre d'actions (en milliers)</i>	<i>Capital social</i>	<i>Prime d'émission</i>	<i>Actions propres</i>	<i>Réserves consolidées Résultat Groupe</i>	<i>Variations des justes valeurs Ecarts de conversion Pertes et gains actuariels</i>	<i>Capitaux propres part du Groupe</i>	<i>Intérêts minoritaires</i>	<i>Capitaux propres</i>
<b>SITUATION AU 1ER JANVIER 2007</b>	<b>131 888,7</b>	<b>52,8</b>	<b>24,2</b>	<b>(11,5)</b>	<b>735,6</b>	<b>(2,1)</b>	<b>798,8</b>	<b>0,9</b>	<b>799,7</b>
Variation de la valeur des instruments dérivés						0,2	0,2	-	0,2
Pertes et gains actuariels						1,4	1,4	-	1,4
Ecarts de conversion						(0,2)	(0,2)	-	(0,2)
<b>Résultats reconnus directement en capitaux propres</b>		-	-	-	-	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	-	<b>1,4</b>
Résultat net					108,1		108,1	0,1	108,2
<b>Total des produits et charges comptabilisés</b>		-	-	-	<b>108,1</b>	<b>1,4</b>	<b>109,5</b>	<b>0,1</b>	<b>109,6</b>
Dividendes distribués					(125,0)		(125,0)	-	(125,0)
Variations de capital de l'entreprise consolidante							-	-	-
Coûts des stocks options (IFRS2)					6,6		6,6	-	6,6
Acquisitions/Cessions d'actions propres				(7,3)	(0,8)		(8,1)	-	(8,1)
Instruments de couverture des attributions d'actions gratuites						(15,5)	(15,5)	-	-
Autres mouvements					(12,1)		(12,1)	(0,6)	(12,7)
<b>SITUATION AU 30 JUIN 2007</b>	<b>129 934,7</b>	<b>52,8</b>	<b>24,2</b>	<b>(18,8)</b>	<b>712,4</b>	<b>(16,2)</b>	<b>754,2</b>	<b>0,4</b>	<b>754,6</b>
<b>SITUATION AU 31 DECEMBRE 2007</b>	<b>129 934,7</b>	<b>52,0</b>	<b>24,3</b>	<b>(10,2)</b>	<b>735,4</b>	<b>(13,4)</b>	<b>788,0</b>	<b>-</b>	<b>788,0</b>
Variation de la valeur des instruments dérivés						-	-	-	-
Pertes et gains actuariels						0,4	0,4	-	0,4
Ecarts de conversion						(0,7)	(0,7)	-	(0,7)
<b>Résultats reconnus directement en capitaux propres</b>		-	-	-	-	<b>(0,3)</b>	<b>(0,3)</b>	-	<b>(0,3)</b>
Résultat net					79,2		79,2	-	79,2
<b>Total des produits et charges comptabilisés</b>		-	-	-	<b>79,2</b>	<b>(0,3)</b>	<b>79,0</b>	-	<b>79,0</b>
Dividendes distribués					(128,7)		(128,7)	-	(128,7)
Variations de capital de l'entreprise consolidante		(0,4)					(0,4)	-	(0,4)
Coûts des stocks options (IFRS2)					4,1		4,1	-	4,1
Acquisitions/Cessions d'actions propres				-	(20,8)		(20,8)	-	(20,8)
Instruments de couverture des attributions d'actions gratuites						7,1	7,1	-	7,1
Autres mouvements					0,1		0,1	-	0,1
<b>SITUATION AU 30 JUIN 2008</b>	<b>128 954,7</b>	<b>51,6</b>	<b>24,3</b>	<b>(10,2)</b>	<b>669,4</b>	<b>(6,6)</b>	<b>728,4</b>	<b>-</b>	<b>728,4</b>

## ***B. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES***

Sauf indication contraire, tous les montants cités dans l'annexe sont libellés en millions d'euros.

### **1. FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE**

Le 13 février 2008, M6 Editions a procédé au rachat des 50% de Femme en Ville qu'elle ne détenait pas jusqu'à présent, auprès du fondateur du magazine et d'actionnaires financiers.

Le 28 février 2008, M6 a acquis 100% des actions de la société de production cinématographique Hugo Films, détentrice d'un catalogue de long-métrages, permettant ainsi au Groupe de renforcer sa position dans l'activité de distribution de droits audiovisuels.

Le 5 mars 2008, le Conseil d'Etat a annulé l'avenant à la convention de W9, négocié avec le CSA, et qui faisait l'objet d'un recours depuis 2005 de la part de chaînes concurrentes (groupes TF1 et NRJ). Le Conseil d'Etat a estimé que cet avenant aurait dû prévoir des aménagements concernant les heures de grande écoute de la chaîne, initialement définies de manière très extensive, couvrant la période de 7h à 24h. En conséquence, le Conseil d'Etat a demandé une renégociation de ce point entre le Groupe M6 et le CSA avant le 1<sup>er</sup> juillet 2008.

Cette renégociation a abouti en date du 26 juin 2008 à la conclusion d'un nouvel avenant à la convention de W9, qui modifie la définition des heures de grande écoute, désormais fixées de 10h00 à 12h30 et de 17h00 à 23h00. Par ailleurs ce nouvel avenant prévoit la diffusion de plus de programmes musicaux dans la tranche horaire 16h00 – 24h00. Ce nouvel avenant entraînera une adaptation de la programmation sans remettre en cause l'équilibre économique actuel de la chaîne.

Au cours du mois de mars 2008, le Groupe a utilisé l'autorisation de rachat de ses propres actions en vue d'annulation pour acquérir 980 000 titres M6 au prix moyen pondéré de 13,97 € (dont 480 000 titres acquis auprès de RTL – Immobilière Bayard d'Antin). Les 980 000 titres ont été annulés consécutivement à leur achat, ramenant ainsi le nombre d'actions formant le capital de la société à 128 954 690.

Le 30 avril 2008, M6 Web a conclu l'acquisition de 100% du Groupe Cyréalis qui exploite trois sites éditoriaux sur des thématiques high-tech (clubic.com), jeux vidéo (jeuxvideo.fr) et e-business (neteco.com) ainsi qu'un moteur de comparaison de prix (achetezfacile.com). Cette acquisition permet au Groupe M6 de poursuivre sa stratégie de croissance rentable, tout en se donnant les moyens de dynamiser l'ensemble de son offre Internet et de devenir un des acteurs majeurs de ce marché, avec une audience cumulée de 9 millions de visiteurs uniques dédoublés en juin 2008 (*source : Nielsen Netratings*).

### **2. INFORMATIONS SUR L'ENTREPRISE**

Les états financiers consolidés au 30 juin 2008 du groupe dont Métropole Télévision est la société mère (le Groupe) ont été arrêtés par le Directoire du 21 juillet 2008 et examinés par le Conseil de Surveillance du 24 juillet 2008. Ils sont constitués des états financiers résumés et d'une sélection de notes explicatives.

Métropole Télévision est une société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, domiciliée au 89 avenue Charles de Gaulle, à Neuilly-sur-Seine en France. Cette société est consolidée suivant la méthode de l'intégration globale dans le Groupe RTL coté sur les marchés de Bruxelles et de Luxembourg.

### 3. PRÉPARATION ET PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

#### DÉCLARATION DE CONFORMITÉ ET BASES DE PRÉPARATION

Les comptes consolidés du premier semestre 2008 ont été préparés en conformité avec IAS 34 - *Information financière intermédiaire* et sur la base d'états financiers résumés conformes aux normes IFRS telles qu'endossées par l'Union Européenne.

Les comptes semestriels n'incluent donc pas l'intégralité des informations nécessaires à l'établissement de comptes annuels. Ils doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2007.

#### RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les règles et méthodes comptables appliquées par le Groupe pour établir les comptes consolidés au 30 juin 2008 sont comparables à celles appliquées au 31 décembre 2007, à l'exception des nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2008.

#### NOUVELLES NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRÉTATIONS EN VIGUEUR AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE ET D'APPLICATION OBLIGATOIRE POUR LES EXERCICES OUVERTS À COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2008

Les méthodes comptables adaptées sont cohérentes avec celles de l'exercice précédent, à l'exception de l'effet de l'adoption par le Groupe de l'interprétation IFRIC 11 - *IFRS 2- Actions propres et transactions intra-groupe*, qui est d'application obligatoire au 30 juin 2008. Cette interprétation confirme le traitement à appliquer dans les cas où des instruments de capitaux propres sont accordés aux employés des différentes entités d'un groupe.

L'adoption de ce texte n'a pas eu d'impact sur les états financiers du Groupe.

#### APPLICATION DE NOUVELLES NORMES PAR ANTICIPATION DE LEUR DATE D'APPLICATION OBLIGATOIRE

Le Groupe a choisi de n'appliquer par anticipation aucune norme, amendement de norme ou interprétation dont la date d'application obligatoire est postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Le Groupe pourrait être concerné par IFRS 8 – *Secteurs opérationnels* : cette norme, d'application obligatoire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009, impose de retenir l'approche de la direction (*management approach*) pour présenter sa performance financière et ses segments opérationnels.

#### NORMES PUBLIÉES PAR L'IASB MAIS NON ENCORE APPROUVÉES PAR L'UNION EUROPÉENNE

Le Groupe pourrait être concerné par :

- Amendement à IAS 23 – *Coûts d'emprunt*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009.
- IAS 1 révisée - *Présentation des états financiers*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009.
- IAS 27 révisée - *États financiers consolidés et individuels*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2009.
- IFRS 3 révisée – *Rapprochements d'entreprises*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2009.
- Amendement à IFRS 2 – *Paiement fondé sur des actions : conditions d'acquisition des droits et annulations*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009.
- Amendement à IAS 32 et IAS 1 – *Instruments financiers remboursables par anticipation à la juste valeur et obligations liées à la liquidation*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009.
- Amendement à IFRS 1 et IAS 27 – concernant la détermination du coût d'une participation dans les états financiers individuels, applicable aux exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

- Améliorations des IFRS - *Recueil d'amendements aux IFRS*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009, sauf IFRS5 applicable au 1<sup>er</sup> juillet 2009.
- IFRIC 13 – *Programmes de fidélisation clients* : cette interprétation est applicable aux exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2008.
- IFRIC 14 – *IAS 19 Limitation de l'actif au titre de prestations définies, obligations de financement minimum et leur interaction*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008.
- IFRIC 15 – *Accords pour la construction d'un bien immobilier*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009.
- IFRIC 16 – *Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2008.

Le Groupe n'est pas concerné par IFRIC 12 – *Accords de concession de services*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

#### **4. SAISONNALITE**

Les activités du Groupe sont pour partie soumises à des effets de saisonnalité et il en résulte généralement un résultat net consolidé du premier semestre supérieur à celui enregistré sur le second semestre.

Notamment, les chaînes pâtissent au cours du second semestre à la fois d'un niveau moindre des recettes publicitaires durant les mois d'été et d'une augmentation des coûts liés aux programmes au moment de la rentrée de septembre et des fêtes de fin d'année. Cette saisonnalité peut cependant être significativement modifiée dans le cas où un ou des événements ponctuels pesant sur le coût des programmes (événements sportifs majeurs par exemple) sont diffusés au cours du premier semestre.

Les activités de vente à distance, plus particulièrement Mistergooddeal, sont marquées par une saisonnalité forte avec un accroissement du chiffre d'affaires et du résultat au second semestre, porté par les ventes réalisées dans le contexte des fêtes de fin d'année.

Le résultat du FC Girondins de Bordeaux est fortement corrélé à la participation et au succès du club dans les compétitions avec éliminations (coupes, compétitions européennes) et à la cession de joueurs. Nonobstant ces éléments, le premier semestre est généralement meilleur que le second, la prime de classement liée à la performance du club en Ligue 1 (championnat de France) étant reconnue au cours de second semestre de la saison sportive qui correspond au premier semestre de l'année civile et de l'exercice du Groupe.

Les autres activités du Groupe sont généralement moins affectées par des effets de saisonnalité.

#### **5. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES**

ACQUISITIONS DE L'EXERCICE :

ACQUISITION : 50% FEMMES EN VILLE

Le 13 février 2008, M6 Éditions a procédé au rachat des 50% de Femmes en Ville détenus par le fondateur du magazine et des actionnaires financiers. L'acquisition a conduit à comptabiliser un goodwill de 0,8 M€.

ACQUISITION : 100% HUGO FILMS

Le 26 février 2008, M6 a acquis 100% des actions de la société Hugo Films. L'écart entre le prix d'acquisition et la situation nette acquise s'élève à 8,4 M€, entièrement affectés aux catalogue et fonds de soutien.

## ACQUISITION : 100% GROUPE CYREALIS

Le 29 avril 2008, M6 Web a acquis 100% du Groupe.

L'acquisition a dégagé un goodwill de 23,1 M€, non encore affecté dans l'attente de l'identification et de l'évaluation précises des actifs et passifs achetés ainsi que de la détermination du complément de prix qui pourrait être versé aux cédants.

## AFFECTATION DES PRIX D'ACQUISITION

L'affectation des prix d'acquisition se rapportant à ces sociétés s'analyse comme suit :

	<b>30/06/2008</b>
<b>Prix d'acquisition net de frais</b>	<b>34,4</b>
Valeur des actifs et passifs acquis (Part du Groupe)	
Situations nettes acquises	2,1
Activation des reports déficitaires et autres impôts différés actifs	0,1
<b>Situations nettes réévaluées</b>	<b>2,2</b>
<b>Total à affecter</b>	<b>32,3</b>
<b>Goodwill</b>	<b>23,9</b>
<b>Affectation en droits audiovisuels</b>	<b>11,8</b>
<b>Affectation en autres actifs courants</b>	<b>1,1</b>
<b>Constatation des impôts différés passifs liés aux affectations</b>	<b>(4,4)</b>

## 6. INFORMATIONS SECTORIELLES

En application de la norme IAS 14 - *Information sectorielle*, le premier niveau d'information sectorielle est organisé par secteur d'activité. Cette segmentation de l'activité résulte de l'organisation, de la gestion et de la structure des systèmes de suivi de la performance du Groupe.

L'application de la norme IFRS 8 – *Secteurs opérationnels*, ne devrait pas avoir d'impacts significatifs sur la présentation des informations sectorielles.

## RÉSULTAT

Les contributions de chaque secteur d'activité au compte de résultat sont les suivantes :

	Antenne M6		Chaînes Numériques		Diversifications & Droits Audiovisuels		Eliminations et résultats non affectés		Total	
	30/06/2008	30/06/2007	30/06/2008	30/06/2007	30/06/2008	30/06/2007	30/06/2008	30/06/2007	30/06/2008	30/06/2007
Chiffre d'affaires hors-Groupe	370,2	367,6	63,0	49,2	275,9	292,3	0,1	0,1	709,1	709,2
Chiffre d'affaires inter-segments	16,5	17,2	0,8	0,6	13,1	13,2	(30,5)	(31,0)	-	-
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>386,7</b>	<b>384,8</b>	<b>63,8</b>	<b>49,9</b>	<b>288,9</b>	<b>305,5</b>	<b>(30,4)</b>	<b>(30,9)</b>	<b>709,1</b>	<b>709,2</b>
<b>Résultat opérationnel courant (EBITA) des activités poursuivies</b>	<b>79,7</b>	<b>125,1</b>	<b>7,7</b>	<b>4,4</b>	<b>21,5</b>	<b>25,1</b>	<b>(2,4)</b>	<b>(3,4)</b>	<b>106,5</b>	<b>151,2</b>
Amortissements des marques	-	-	-	-	(0,5)	(0,5)	-	-	(0,5)	(0,5)
Perte de valeur des actifs non amortissables	-	-	-	-	-	(0,9)	-	-	-	(0,9)
Résultat de cession de filiales et participations	-	-	-	-	1,8	-	-	-	1,8	-
<b>Résultat opérationnel (EBIT) des activités poursuivies</b>	<b>79,7</b>	<b>125,1</b>	<b>7,7</b>	<b>4,4</b>	<b>22,8</b>	<b>23,7</b>	<b>(2,4)</b>	<b>(3,4)</b>	<b>107,9</b>	<b>149,8</b>
Résultat financier									1,5	3,0
Variation de juste valeur de l'actif financier Canal + France									9,9	9,3
Part dans les sociétés mises en équivalence									(1,3)	-
<b>Résultat avant impôt (EBT) des activités poursuivies</b>									<b>118,0</b>	<b>162,2</b>
Impôt									(38,8)	(54,0)
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>									<b>79,2</b>	<b>108,2</b>
<b>Résultat net des activités abandonnées</b>									-	-
<b>Résultat net</b>									<b>79,2</b>	<b>108,2</b>
Part des minoritaires									-	(0,1)
<b>Résultat net part du Groupe</b>									<b>79,2</b>	<b>108,1</b>

## BILAN

Les contributions de chaque secteur d'activité au bilan sont les suivantes :

	Antenne M6		Chaînes Numériques		Diversifications et Droits Audiovisuels	
	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2008	31/12/2007
<b>Actif et Passif</b>						
Actif du secteur	588,7	525,8	78,8	68,5	468,8	417,5
Participation dans les entreprises associées	-	-	-	-	14,3	15,4
Actif non alloué						
<b>Total Actif</b>	<b>588,7</b>	<b>525,8</b>	<b>78,8</b>	<b>68,5</b>	<b>483,0</b>	<b>432,9</b>
Passif du secteur	340,0	347,4	94,3	73,0	376,7	331,6
Passif non alloué						
<b>Total Passif</b>	<b>340,0</b>	<b>347,4</b>	<b>94,3</b>	<b>73,0</b>	<b>376,7</b>	<b>331,6</b>
<b>Autres informations sectorielles</b>						
Investissements corporels et incorporels	6,5	50,7	0,3	0,3	37,0	80,1
Amortissements	(6,9)	(12,4)	(0,6)	(1,4)	(27,6)	(58,9)
Dépréciations	(0,2)	0,4	(0,1)	(0,0)	2,8	(3,3)
	Eliminations		Total des activités poursuivies			
	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2008	31/12/2007		
<b>Actif et Passif</b>						
Actif du secteur	(203,9)	(141,5)	954,7	870,3		
Participation dans les entreprises associées			14,3	15,4		
Actif non alloué			459,4	541,4		
<b>Total Actif</b>	<b>(203,9)</b>	<b>(141,5)</b>	<b>1 428,4</b>	<b>1 427,1</b>		
Passif du secteur	(203,9)	(141,5)	607,1	610,5		
Passif non alloué			92,9	28,7		
<b>Total Passif</b>	<b>(203,9)</b>	<b>(141,5)</b>	<b>700,0</b>	<b>639,1</b>		
<b>Autres informations sectorielles</b>						
Investissements corporels et incorporels			43,8	131,1		
Amortissements			(35,1)	(72,7)		
Dépréciations			2,5	(3,0)		

Les actifs non alloués correspondent aux disponibilités et autres actifs financiers du Groupe, ainsi qu'aux créances d'impôts. Notamment, ils intègrent les titres Canal + France détenus par M6 Numérique pour un montant de 352,8 M€ au 30 juin 2008 et 342,9 M€ au 31 décembre 2007.

Les passifs non alloués correspondent à l'endettement et autres passifs financiers du Groupe, ainsi qu'aux dettes d'impôts.

N'ayant pas d'activité significative hors de France métropolitaine, le Groupe ne présente pas d'information sectorielle par zone géographique.

## 7. AUTRES PRODUITS OPERATIONNELS ET AUTRES CHARGES OPERATIONNELLES

### 7.1. Consommations et autres charges opérationnelles

	30/06/2008	30/06/2007
Consommation de droits de diffusion et programmes de flux	(71,2)	(81,7)
Consommations de stocks de marchandises	(80,7)	(79,0)
Autres services extérieurs	(273,6)	(231,5)
Pertes de change opérationnelles	(0,1)	-
Autres charges	(1,5)	(0,4)
<b>Consommations et autres charges opérationnelles</b>	<b>(427,1)</b>	<b>(392,6)</b>

## 7.2. Amortissement, dépréciation, différences de change et coûts des stocks inclus dans les charges opérationnelles

	30/06/2008	30/06/2007
Amortissements et dépréciations des droits audiovisuels	(18,1)	(19,4)
Amortissements et dépréciations des parts producteurs	(2,2)	(3,3)
Amortissements et dépréciations des autres immobilisations incorporelles	(7,3)	(6,9)
Amortissements des immobilisations corporelles	(5,0)	(4,8)
Dépréciations des stocks de droits de diffusion	(1,7)	5,9
Autres dépréciations	1,1	(3,7)
Perte de valeur des goodwill	-	(0,9)
<b>Total dotations (nettes des reprises)</b>	<b>(33,1)</b>	<b>(33,2)</b>

## 8. REMUNERATIONS EN ACTIONS

### PLANS OCTROYÉS EN 2008

Conformément à l'autorisation donnée par l'assemblée générale mixte du 2 mai 2007, une attribution d'options de souscription d'actions a été décidée par le Directoire en date du 6 mai 2008, après approbation par le Conseil de surveillance. Ce plan d'attribution porte sur 883 825 options.

Conformément à l'autorisation donnée par l'assemblée générale mixte du 6 mai 2008, une attribution d'actions gratuites a été décidée par le Directoire en date du 6 mai 2008, après approbation par le Conseil de surveillance. Ces attributions portent sur 280 720 actions sous conditions de présence et d'atteinte d'objectifs financiers (chiffre d'affaires et profitabilité). Ces attributions pourraient être portées à un niveau plafond de 410 184 actions dans l'hypothèse d'une surperformance significative par rapport aux objectifs.

### EVALUATION À LA JUSTE VALEUR DE L'AVANTAGE ACCORDÉ AUX SALARIÉS

En application de IFRS 2 - *Paiement fondé sur des actions* et de l'IFRS 1 – *Première adoption des IFRS*, les attributions d'option d'achat et de souscription d'actions et les attributions d'actions gratuites octroyées depuis le 7 novembre 2002 ont fait l'objet d'une évaluation à leur juste valeur à la date d'octroi.

La juste valeur des attributions d'options d'achat et de souscription d'actions a été appréciée sur la base d'un modèle binomial de valorisation d'option.

La juste valeur des attributions d'actions gratuites s'apprécie comme la valeur de l'action à la date d'octroi diminuée de la valeur actuelle des dividendes futurs estimés sur la période d'indisponibilité.

### CARACTÉRISTIQUES DES PLANS ET JUSTE VALEUR DE L'AVANTAGE OCTROYÉ

Les principales caractéristiques des plans d'option d'achat, de souscription et d'attribution gratuite d'actions ouverts au 30 juin 2008, ou expirés au cours du premier semestre 2008, et pour lesquels, en application des dispositions de l'IFRS 1 – *Première adoption des IFRS*, il est procédé à une évaluation à la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés, sont les suivantes :

	Modèle	Cours de référence	Prix d'exercice	Volatilité historique	Taux sans risque	Rendement attendu	Juste valeur unitaire	
<b>Plans de souscription d'actions</b>								
	Du 28/04/04	Binomial	24,97	24,97	52,3%	3,32%	4,34%	9,84
	Du 02/06/05	Binomial	20,17	19,94	41,8%	3,24%	5,24%	6,10
	Du 06/06/06	Binomial	24,63	24,60	43,1%	4,02%	3,81%	8,57
	Du 02/05/07	Binomial	26,55	27,52	37,8%	4,40%	3,99%	7,94
	Du 06/05/08	Binomial	15,22	14,73	40,0%	4,39%	6,30%	3,59
<b>Plans d'attribution d'actions gratuites</b>								
	Du 06/06/06		24,63	N/A	N/A	4,02%	3,81%	22,82
	Du 02/05/07		26,55	N/A	N/A	4,40%	3,99%	24,51
	Du 06/05/08		15,22	N/A	N/A	4,39%	6,30%	13,42

La maturité retenue correspond pour l'ensemble des plans de souscription d'actions à la période d'indisponibilité partielle (4 ans) augmentée de 2 années, les options étant exerçables sur une durée de 3 ans après la fin de la période d'indisponibilité partielle.

Sur la base du taux de départ historiquement constaté, il est posé comme hypothèse que 20% des options ne seront pas exercées compte tenu du départ de bénéficiaires avant la date d'exercice. Le coût des plans de souscription d'actions est ajusté en fonction du taux de départ réel quand ce dernier dépasse le taux initialement retenu de 20%.

La maturité retenue correspond pour l'ensemble des plans d'attribution d'actions gratuites à la période d'indisponibilité (2 ans). Il est en outre posé comme hypothèse que 15% des actions ne seront pas livrées compte tenu du départ de bénéficiaires au cours de la période d'indisponibilité.

Sur le semestre, le solde des options et actions attribuées a évolué comme suit :

	Attribution à la date du plan	Solde 31/12/2007	Attribution	Exercice	Annulation	Solde 30/06/2008
<b>Plans de souscription d'actions</b>	<b>5 940 875</b>	<b>3 790 850</b>	<b>883 825</b>	-	<b>475 100</b>	<b>4 199 575</b>
	Du 07/06/01	551 800	293 100	-	-	293 100
	Du 07/06/02	710 500	440 000	-	-	39 500
	Du 25/07/03	713 500	497 000	-	-	29 000
	Du 14/11/03	20 000	20 000	-	-	-
	Du 28/04/04	861 500	622 500	-	-	42 000
	Du 02/06/05	635 500	508 000	-	-	26 750
	Du 06/06/06	736 750	631 000	-	-	28 250
	Du 02/05/07	827 500	779 250	-	-	16 500
	Du 06/05/08	883 825	-	883 825	-	-
<b>Plan d'attribution d'actions gratuites</b>	<b>949 498</b>	<b>614 215</b>	<b>280 720</b>	<b>432 665</b>	<b>8 673</b>	<b>453 597</b>
	Du 06/06/06	480 472	437 415	-	432 665	4 750
	Du 02/05/07	188 306	176 800	-	-	3 923
	Du 06/05/08	280 720	-	280 720	-	-

Les annulations enregistrées au cours du semestre résultent soit de départs de bénéficiaires avant ouverture de la période d'exercice de leurs droits, soit de l'expiration de plans dans des conditions de marché n'ayant pas rendu possible l'exercice de la totalité des droits.

Les données relatives aux plans d'attribution d'actions gratuites sont celles de référence correspondant à l'atteinte des objectifs de performance fixés dans la cadre des plans de 2007 et 2008. Elles n'incluent donc pas la réévaluation du nombre d'actions attribuées en fonction de la surperformance.

Le nombre d'actions qui seront finalement acquises dans le cadre du plan du 2 mai 2007 a été estimé à ce jour à 211 309, compte tenu du dépassement probable des objectifs financiers et des départs de salariés constatés.

Le nombre d'actions qui seront finalement acquises dans le cadre du plan du 6 mai 2008 a été estimé à ce jour à 364 640, compte tenu du dépassement probable des objectifs financiers et des départs de salariés constatés.

#### CHARGE COMPTABILISÉE AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2008

Compte tenu des données précédemment présentées et en évaluant la charge des plans d'attribution gratuite d'actions sur la base du nombre d'actions probablement livrées, il en résulte les impacts suivants dans le compte de résultat sur la ligne « charges de personnel » :

	<b>Charges de personnel</b>	
	<u>30/06/2008</u>	<u>30/06/2007</u>
<b>Plans de souscription d'actions</b>		
Du 25/07/03	-	0,8
Du 14/11/03	-	0,0
Du 28/04/04	(0,8)	1,0
Du 02/06/05	0,3	0,4
Du 06/06/06	0,6	0,7
Du 02/05/07	0,7	0,2
Du 06/05/08	0,1	-
<b>Plans d'attribution gratuite d'actions</b>		
Du 02/06/05	-	0,4
Du 06/06/06	1,7	2,6
Du 02/05/07	1,2	0,5
Du 06/05/08	0,3	-
<b>Charge totale</b>	<u><b>4,1</b></u>	<u><b>6,6</b></u>

L'annulation de charges liées au plan du 28 avril 2004 résulte d'un ajustement du taux de départ des salariés avant la date d'exercice. Le taux de départ effectivement constaté sur ce plan s'établit à près de 33% alors que le taux de départ théorique retenu jusqu'en 2007 inclus s'élevait à 15%.

## 9. RESULTAT FINANCIER

	<u>30/06/2008</u>	<u>30/06/2007</u>
Intérêts sur emprunts associés et banques	(1,1)	(0,6)
Intérêts capitalisés sur retraite	(0,2)	(0,1)
Réévaluation des instruments dérivés	(0,5)	-
Autres éléments financiers	(0,0)	(0,5)
<b>Charges financières</b>	<b>(1,8)</b>	<b>(1,2)</b>
	<u>30/06/2008</u>	<u>30/06/2007</u>
Produits des placements	1,9	2,7
Divers produits d'intérêts	0,4	0,7
Réévaluation des instruments dérivés	0,6	0,6
Produits de cession des actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Variation de la juste valeur de l'actif financier Canal+ France	9,9	9,3
Autres éléments financiers	0,4	0,1
<b>Revenu financier</b>	<b>13,2</b>	<b>13,6</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>11,4</b>	<b>12,4</b>

## 10. IMPÔT SUR LE RESULTAT

La société Métropole Télévision a déclaré se constituer, à compter du 1er janvier 1988, mère d'un Groupe au sens des dispositions des articles 223-a et suivants du CGI.

Toutes les sociétés françaises du Groupe soumises à l'impôt sur les sociétés et détenues à plus de 95 % directement ou indirectement par Métropole Télévision de manière continue sur l'exercice sont intégrées fiscalement. Les sociétés Femmes en ville, Hugo Films et Cyréalys dont la détention a été portée à plus de 95% au cours de l'exercice, ne sont donc pas encore intégrées fiscalement.

Les composants de l'impôt sur les bénéfices sont les suivants :

	30/06/2008	30/06/2007
<i>Impôt exigible :</i>		
Charge d'impôt exigible de l'exercice	(21,0)	(53,3)
<i>Impôt différé :</i>		
Naissance et renversement des différences temporelles	(17,7)	(0,7)
<b>Total</b>	<b>(38,8)</b>	<b>(54,0)</b>

Le taux d'imposition différé retenu pour 2008 et 2007 est identique, à savoir 34,43%.

Le rapprochement entre la charge d'impôt obtenue en appliquant le taux d'impôt en vigueur au résultat avant impôt et la charge d'impôt obtenue en appliquant le taux d'impôt réel du Groupe est le suivant:

	30/06/2008	30/06/2007
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>79,2</b>	<b>108,1</b>
Intérêts minoritaires	0,0	0,1
Profit ou perte après impôt des activités en cours de cession	-	-
Impôt sur le résultat	(38,8)	(54,0)
Part des sociétés associées	(1,3)	-
Perte de valeur des Goodwill	-	(0,9)
<b>Résultat des activités poursuivies avant impôt et perte de valeur des goodwill</b>	<b>119,3</b>	<b>163,1</b>
Taux d'impôt théorique	34,43%	34,43%
<b>Charge d'impôt théorique</b>	<b>(41,1)</b>	<b>(56,2)</b>
<b>Eléments en rapprochement :</b>		
Coût des stocks options	(1,4)	(2,3)
Réévaluation de l'actif financier Canal+ France	3,2	3,1
Autres différences permanentes	0,5	1,4
<b>Charge nette d'impôt réel</b>	<b>(38,8)</b>	<b>(54,0)</b>
Taux effectif d'impôt	32,49%	33,08%

Le montant cumulé des déficits reportables des sociétés du Groupe s'élève à 17,7 M€ au 30 juin 2008.

Les déficits ayant fait l'objet d'une activation sous forme d'un impôt différé actif s'élèvent au 30 juin 2008 à 5,3 M€ dont 2,6 M€ activés sur le semestre.

Au 30 juin 2008, aucun passif d'impôt différé n'a été comptabilisé pour des impôts qui seraient dus sur les résultats non distribués de certaines filiales, entreprises associées ou coentreprises du Groupe.

Le paiement de dividendes par le Groupe à ses actionnaires n'a pas de conséquence fiscale.

## 11. RÉSULTAT PAR ACTION

	30/06/2008	30/06/2007
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	79,2	108,1
Perte ou bénéfice attribuable au titre des activités en cours de cession	-	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires au titre des activités poursuivies	79,2	108,1
Nombre moyen pondéré (hors actions propres) pour le résultat de base par action	129 137 967	131 590 891
Nombre total d'options émises (y compris non dilutives)	4 199 575	4 723 160
Nombre d'actions à rajouter pour constater l'effet de dilution	0	428 665
Nombre moyen pondéré (hors actions propres) ajusté de l'effet de dilution*	129 137 967	132 019 556
Résultat net par action (en euros)	0,614	0,822
Résultat net par action des activités poursuivies (en euros)	0,614	0,822
Résultat net dilué par action (en euros)	0,614	0,820
Résultat net dilué par action des activités poursuivies (en euros)	0,614	0,820

\* Ne comprend que les actions dilutives (au regard des conditions de marché prévalant à la clôture)

Pour l'exercice clos le 30 juin 2008, le calcul du résultat dilué par action ordinaire ne tient pas compte de certaines options sur actions en cours. Celles-ci sont en effet considérées comme anti-dilutives, leur prix d'exercice étant supérieur au cours de clôture des actions ordinaires. Etant donné le cours historiquement bas de l'action à la clôture, aucune option de souscription d'action accordée lors des plans en cours n'est dilutive.

## 12. DIVIDENDES VERSÉS

	30/06/2008	30/06/2007
<b>Déclarés et versés au cours de l'exercice</b>	<b>128,7</b>	<b>125,0</b>
Dividendes versé par action ordinaire (en euros)	1,00	0,95

## 13. GOODWILL

### EVOLUTION

Les goodwill ont évolué comme suit :

	30/06/2008	31/12/2007
<b>A l'ouverture, net des pertes de valeur</b>	<b>53,5</b>	<b>53,7</b>
Acquisitions	32,3	0,9
Cessions	(0,4)	-
Affectations	(9,3)	-
Goodwill des activités en cours de cession	-	-
Autres mouvements	-	(0,2)
Pertes de valeur	-	(0,9)
<b>A la clôture</b>	<b>76,1</b>	<b>53,5</b>
<b>A l'ouverture</b>		
Valeurs brutes	74,1	73,4
Cumul des pertes de valeur	(20,6)	(19,7)
<b>Montant net</b>	<b>53,5</b>	<b>53,7</b>
<b>A la clôture</b>		
Valeurs brutes	96,7	74,1
Cumul des pertes de valeur	(20,6)	(20,6)
<b>Montant net</b>	<b>76,1</b>	<b>53,5</b>

Les mouvements des goodwill sur le premier semestre 2008 résultent :

- de l'acquisition des 50% complémentaires de la société Femmes en Ville ;
- de l'acquisition des 100 % du Groupe Cyréalix ;
- de l'ajustement de la dette définitive du complément de prix de Mistergooddeal ;
- et de l'affectation du goodwill Diem 2 en impôt différé actif.

## RÉPARTITION

Les goodwill se répartissent, par secteur d'activité, de la façon suivante :

Valeur nette		30/06/2008	31/12/2007
<b>Antenne M6</b>		-	-
<b>Chaînes numériques</b>			
	Paris Première S.A.	14,3	14,3
	Fun TV S.N.C.	-	-
<b>Diversifications</b>			
	Mistergooddeal SA	32,7	33,1
	Cyrealis holding SAS	23,1	-
	HSS Group	4,1	4,1
	Femmes en ville SAS	0,8	-
	DIEM 2 SA	-	0,9
	SND SA	0,8	0,8
	TCM Droits Audiovisuels SNC	0,4	0,4
	SNC (Société Nouvelle de Cinematographie) SA	-	-
	M6 Foot SAS	-	-
	Citato SARL	-	-
	Mandarin Films SAS	-	-
<b>Total</b>		<b>76,1</b>	<b>53,5</b>

Aucun événement susceptible de mettre en cause la valeur des goodwill n'est survenu sur le premier semestre 2008. Les goodwill feront l'objet d'un test de perte de valeur au cours du second semestre.

## 14. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Droits audiovisuels	Autres immobilisations incorporelles	Avances et acomptes	Goodwill	Total 30/06/2008
<b>Au 1er Janvier 2008, net des dépréciations et amortissements</b>	<b>60,1</b>	<b>47,1</b>	<b>16,6</b>	<b>53,5</b>	<b>177,3</b>
Acquisitions	2,6	3,9	31,7	-	38,1
Effets de périmètre - montant brut	54,8	0,0	0,2	32,3	87,2
Cessions de filiales	-	-	-	(0,4)	(0,4)
Cessions	(6,0)	(5,6)	(0,1)	-	(11,7)
Autres mouvements	11,8	-	-	(9,3)	2,5
Reclassements	18,4	4,6	(22,9)	-	(0,0)
Dépréciations	2,7	(0,3)	-	-	2,5
Dotations d'amortissements 2008	(20,9)	(9,2)	-	-	(30,1)
Effets de périmètre - amortissements cumulés	(53,5)	(0,0)	-	-	(53,5)
Reprises d'amortissements sur cessions	6,0	5,6	-	-	11,6
<b>Au 30 Juin, net des dépréciations et amortissements</b>	<b>75,9</b>	<b>46,1</b>	<b>25,3</b>	<b>76,1</b>	<b>223,4</b>
<b>Au 1er Janvier 2008</b>					
Valeur brute	445,1	331,2	17,2	61,4	854,8
Amortissements et dépréciations cumulés	(385,2)	(284,1)	(0,6)	(7,9)	(677,7)
<b>Montant net</b>	<b>60,1</b>	<b>47,1</b>	<b>16,6</b>	<b>53,5</b>	<b>177,3</b>
<b>Au 30 Juin 2008</b>					
Valeur brute	526,6	373,6	25,9	84,0	1 009,7
Amortissements et dépréciations cumulés	(450,7)	(327,5)	(0,6)	(7,9)	(786,8)
<b>Montant net</b>	<b>75,9</b>	<b>46,1</b>	<b>25,3</b>	<b>76,1</b>	<b>223,4</b>

## 15. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains	Constructions	Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total 30/06/2008
<b>Au 1er Janvier 2008, net des dépréciations et amortissements</b>	<b>13,7</b>	<b>67,9</b>	<b>13,0</b>	<b>5,1</b>	<b>0,9</b>	<b>100,6</b>
Acquisitions	-	0,8	1,0	2,1	1,8	5,7
Acquisitions de filiales (brut)	-	-	0,0	0,3	-	0,3
Cessions	-	(2,3)	(3,3)	(2,2)	-	(7,7)
Dotations / Reprises de dépréciations 2008	-	(1,5)	(2,4)	(1,1)	-	(5,0)
Amortissements des acquisitions de filiales	-	-	(0,0)	(0,1)	-	(0,1)
Reprises d'amortissements sur cessions	-	2,2	3,2	2,0	-	7,4
<b>Au 30 Juin 2008, net des dépréciations et amortissements</b>	<b>13,7</b>	<b>67,0</b>	<b>11,6</b>	<b>6,0</b>	<b>2,8</b>	<b>101,1</b>
<b>Au 1er Janvier 2008</b>						
Coût ou juste valeur	13,7	97,0	51,2	26,5	0,9	189,4
Cumul des dépréciations	-	(29,2)	(38,2)	(21,4)	-	(88,8)
<b>Montant net</b>	<b>13,7</b>	<b>67,9</b>	<b>13,0</b>	<b>5,1</b>	<b>0,9</b>	<b>100,6</b>
<b>Au 30 Juin 2008</b>						
Coût ou juste valeur	13,7	95,5	49,0	26,7	2,8	187,6
Cumul des dépréciations	-	(28,5)	(37,3)	(20,6)	-	(86,6)
<b>Montant net</b>	<b>13,7</b>	<b>67,0</b>	<b>11,6</b>	<b>6,1</b>	<b>2,8</b>	<b>101,1</b>

## 16. ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

	30/06/2008			31/12/2007		
	Valeur brute	Variations de juste valeur	Juste valeur	Valeur brute	Variations de juste valeur	Juste valeur
Summit Entertainment	9,8	-	9,8	10,4	-	10,4
European News Exchange	0,1	-	0,1	0,1	-	0,1
Hugo Production	0,3	-	0,3	-	-	-
Autres	-	-	-	0,1	(0,1)	-
<b>TOTAL</b>	<b>10,2</b>	<b>-</b>	<b>10,2</b>	<b>10,6</b>	<b>(0,1)</b>	<b>10,5</b>

## 17. AUTRES ACTIFS FINANCIERS

### AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Dans cette catégorie apparaît essentiellement la partie non éliminée des comptes courants détenus sur les coentreprises et considérés comme ayant une échéance supérieure à 1 an. La dette résultant du financement du co-actionnaire est classée en dettes financières non courantes en application du principe de non compensation des actifs et passifs financiers.

Ces comptes courants sont des prêts à taux variables basés sur l'Eonia.

Le Groupe ne détient pas d'actifs financiers non courants à taux fixe.

Les produits générés par ces actifs sont comptabilisés au cours de la période en produits financiers. La comptabilisation initiale de tels prêts se fait à la juste valeur, puis ultérieurement au coût amorti.

	30/06/2008	31/12/2007
Comptes courants d'associés	5,2	7,4
Dépréciations des comptes courants d'associés	-	(0,4)
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	352,8	342,9
Autres actifs financiers	-	-
<b>Autres actifs financiers non courants</b>	<b>358,0</b>	<b>349,9</b>

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat sont constitués de l'actif financier Canal+ France.

La juste valeur de cet actif est réévaluée en contrepartie du résultat financier (voir note 9).

### INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Ils sont classés en autres actifs financiers courants lorsque la valeur de marché de ces instruments est positive et classés en passifs financiers courants lorsque leur valeur de marché est négative.

## 18. STOCKS

	Stocks de droits de diffusion	Stocks de marchandises	Total 30/06/2008
<b>Au 1er Janvier 2008, net des dépréciations</b>	<b>186,1</b>	<b>32,0</b>	<b>218,1</b>
Acquisitions	89,0	78,1	167,0
Acquisitions de filiales	-	-	-
Cessions de filiales	-	-	-
Consommations	(79,0)	(84,3)	(163,2)
(Dotations) / Reprises de dépréciations 2008	(1,7)	0,1	(1,5)
<b>Au 30 juin 2008, net des dépréciations</b>	<b>194,6</b>	<b>25,8</b>	<b>220,4</b>
<b>Au 31 Décembre 2007</b>			
Coût ou juste valeur	245,1	42,2	287,3
Cumul des dépréciations	(59,1)	(10,2)	(69,2)
<b>Montant net</b>	<b>186,1</b>	<b>32,0</b>	<b>218,1</b>
<b>Au 30 Juin 2008</b>			
Coût ou juste valeur	255,2	36,0	291,1
Cumul des dépréciations	(60,7)	(10,0)	(70,7)
<b>Montant net</b>	<b>194,6</b>	<b>25,8</b>	<b>220,4</b>

## 19. INSTRUMENTS FINANCIERS

Cette note présente des informations sur l'exposition du Groupe à chacun des risques ci-dessous, ses objectifs, sa politique et ses procédures de mesure et de gestion des risques.

### 19.1. Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients.

L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée par les caractéristiques individuelles des annonceurs publicitaires.

Afin de sécuriser le chiffre d'affaires publicitaire, M6 Publicité fait appel à deux outils complémentaires :

- Des enquêtes de solvabilité, réalisées par des sociétés extérieures spécialisées, sont menées systématiquement sur les nouveaux clients, puis de façon plus récurrente sur le portefeuille clients ;
- Des conditions de paiement différenciées selon les secteurs d'activité et le montant engagé ; les Conditions Générales de Ventes prévoient notamment le paiement d'avance des campagnes pour les annonceurs qui ne rempliraient pas les critères de solvabilité requis.

Grâce à cette politique prudente, le risque de non-paiement des campagnes publicitaires est inférieur à 0,1% du chiffre d'affaires.

#### *Publicité TV : Annonceurs télévision gratuite et chaînes numériques*

Cette population d'annonceurs apparaît particulièrement stable, avec plus de 90% de clients récurrents. Cette clientèle est constituée majoritairement de sociétés cotées.

#### *Annonceurs Internet et presse*

Ces clients engagent des montants beaucoup plus faibles et opèrent le plus souvent ponctuellement. Le suivi du risque de recouvrabilité lié à ces clients est réalisé par une équipe dédiée sur la base des critères suivants : secteur d'activité, montant unitaire de la campagne, antériorité éventuelle dans la base client, ...

Sur les autres activités, il n'existe pas de risques clients unitaires d'une importance pouvant entamer la rentabilité durable du Groupe.

Le Groupe ne fait appel ni à la titrisation, ni à la mobilisation ou à la cession de créances.

## INSTRUMENTS FINANCIERS ACTIFS INSCRITS AU BILAN

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit.  
Cette exposition est la suivante :

	30/06/2008		Ventilation par catégorie d'instruments					
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Actifs financiers disponibles à la vente	10,2	10,2	-	10,2	-	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	358,0	358,0	352,8	-	-	5,2	-	-
Créances clients	306,4	306,4	-	-	-	306,4	-	-
Autres actifs courants	147,9	147,9	-	-	-	147,9	-	-
Instruments financiers dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Equivalent de trésorerie	17,4	17,4	17,4	-	-	-	-	-
Trésorerie	8,9	8,9	8,9	-	-	-	-	-
<b>Actifs</b>	<b>848,7</b>	<b>848,7</b>	<b>379,0</b>	<b>10,2</b>	<b>-</b>	<b>459,5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

	31/12/2007		Ventilation par catégorie d'instruments					
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Actifs financiers disponibles à la vente	10,5	10,5	-	10,5	-	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	349,9	349,9	342,9	-	-	7,0	-	-
Créances clients	257,9	257,9	-	-	-	257,9	-	-
Autres actifs courants	257,1	257,1	-	-	-	257,1	-	-
Instruments financiers dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Equivalent de trésorerie	80,4	80,4	80,4	-	-	-	-	-
Trésorerie	8,7	8,7	8,7	-	-	-	-	-
<b>Actifs</b>	<b>964,5</b>	<b>964,5</b>	<b>432,0</b>	<b>10,5</b>	<b>-</b>	<b>522,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## BALANCE AGÉE DES ACTIFS FINANCIERS

L'antériorité des actifs financiers à la date de clôture s'analyse comme suit :

	Clôture		Ni dépréciés ni arrivés à terme		<= 1 mois		2 - 3 mois	
	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2008	31/12/2007
Immobilisations financières	5,2	7,4	5,2	7,0	-	-	-	-
Créances clients brutes	332,8	282,6	239,0	203,2	9,8	14,8	27,5	6,5
Autres créances brutes	149,8	260,0	146,8	253,8	(0,0)	0,8	-	2,0
<b>Total</b>	<b>487,8</b>	<b>550,0</b>	<b>391,0</b>	<b>464,0</b>	<b>9,8</b>	<b>15,6</b>	<b>27,5</b>	<b>8,5</b>

  

	3 - 6 mois		6 - 12 mois		> 1 an		Montant brut déprécié	
	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2008	31/12/2007
Immobilisations financières	-	-	-	-	-	-	-	0,4
Créances clients brutes	8,9	6,8	2,1	3,5	5,1	5,7	40,4	42,0
Autres créances brutes	-	0,1	-	0,0	-	-	3,0	3,3
<b>Total</b>	<b>8,9</b>	<b>6,9</b>	<b>2,1</b>	<b>3,5</b>	<b>5,1</b>	<b>5,7</b>	<b>43,4</b>	<b>45,7</b>

Les créances et autres créances sont composées de créances commerciales et d'autres créances liées à l'activité comme les avances et acomptes.

## 19.2. Risque de liquidité

Celui-ci s'analyse comme le risque que le Groupe encourt s'il n'est pas en mesure d'honorer ses dettes à leur date d'échéance. Afin de gérer le risque de liquidité, le Groupe a mis en place une politique de suivi prévisionnel de sa trésorerie et de ses besoins de financement afin de toujours disposer des liquidités lui permettant de couvrir son passif exigible.

Dans cette perspective, le Groupe dispose d'un encours de lignes de financement mais n'utilise pas de dérivés de crédit.

## INSTRUMENTS FINANCIERS PASSIFS INSCRITS AU BILAN

L'exposition maximale au risque de liquidité à la date de clôture est la suivante :

	30/06/2008		Ventilation par catégorie d'instruments					
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Dettes financières non courantes	7,0	7,0	-	-	-	-	7,0	-
Crédit bail	0,6	0,6	-	-	-	-	0,6	-
Passifs financiers non courants	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes financières courantes	65,0	65,0	-	-	-	-	65,0	-
Passifs financiers courants	6,6	6,6	-	-	-	-	-	6,6
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	371,1	371,1	-	-	-	-	371,1	-
Dettes sur immobilisations	18,2	18,2	-	-	-	-	18,2	-
Autres passifs courants	55,2	55,2	-	-	-	-	55,2	-
<b>Passifs</b>	<b>523,7</b>	<b>523,7</b>	-	-	-	-	<b>517,0</b>	<b>6,6</b>

	31/12/2007		Ventilation par catégorie d'instruments					
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Dettes financières non courantes	5,9	5,9	-	-	-	-	5,9	-
Crédit bail	0,7	0,7	-	-	-	-	0,7	-
Passifs financiers non courants	4,8	4,8	-	-	-	-	-	4,8
Dettes financières courantes	0,5	0,5	-	-	-	-	0,5	-
Passifs financiers courants	13,3	13,3	-	-	-	-	-	13,3
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	363,0	363,0	-	-	-	-	363,0	-
Dettes sur immobilisations	18,2	18,2	-	-	-	-	18,2	-
Autres passifs courants	56,6	56,6	-	-	-	-	56,6	-
<b>Passifs</b>	<b>463,0</b>	<b>463,0</b>	-	-	-	-	<b>444,9</b>	<b>18,1</b>

### 19.3. Risque de marché

Il se rapporte au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêts et le prix des instruments de capitaux propres, affectent le résultat du Groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de définir une stratégie limitant l'exposition du Groupe au risque de marché, sans que le coût de cette stratégie s'avère significatif.

#### RISQUE DE CHANGE

Le Groupe est exposé au risque de change par le biais des contrats d'achat de droits audiovisuels, tant pour la grille de programmes de ses antennes, que pour l'activité de distribution de films en salles. La principale devise est le dollar américain.

Afin de se protéger contre des fluctuations aléatoires du marché qui risqueraient de pénaliser son résultat ou de réduire la valeur de son patrimoine, le Groupe a décidé de couvrir ses achats de droits systématiquement dès la signature du contrat. La couverture est alors pondérée en fonction de l'échéance du sous-jacent. Les engagements d'achat de droits sur des périodes supérieures à 24 mois sont couverts partiellement.

Le Groupe n'utilise que des produits simples lui garantissant un montant couvert et un taux maximum de couverture, ce sont pour l'essentiel des achats à terme.

Un rapport sur l'évolution du risque de change est élaboré chaque mois afin d'aider au pilotage de la gestion des risques.

#### Analyse de la sensibilité au risque de change

##### Analyse de la sensibilité au risque de change (USD)

	en M€ (1)	Total
Actifs	1,2	1,2
Passifs	-2,5	-2,5
Hors bilan	-34,8	-34,8
<b>Position avant gestion</b>	<b>-36,0</b>	<b>-36,0</b>
Couvertures	32,8	32,8
<b>Position nette après gestion</b>	<b>-3,2</b>	<b>-3,2</b>

(1) valorisé au cours de clôture soit 1,5379

L'intégralité du bilan est couvert, ainsi que 91% des engagements hors bilan.

L'exposition nette en devises, après prise en compte des couvertures pour l'ensemble du Groupe est une position acheteuse de dollars de 3,2 M€, le risque de perte sur la position nette globale en devise du fait d'une évolution défavorable et uniforme de 1 centime d'euro contre le dollar serait de 0,2 M€.

#### RISQUE DE TAUX D'INTERET

##### **Echéancier des actifs et des dettes financières au 30/06/2008**

en M€	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Actifs financiers à taux variable	26,2	5,2	-	31,4
Autres actifs financiers à taux fixe	-	-	-	-
<b>Total actifs financiers</b>	<b>26,2</b>	<b>5,2</b>	-	<b>31,4</b>
Passifs financiers à taux variable	65,3	5,3	-	70,6
Autres passifs financiers à taux fixe	-	2,0	-	2,0
<b>Total dettes financières</b>	<b>65,3</b>	<b>7,3</b>	-	<b>72,6</b>

Les dettes financières tiennent compte d'un montant de 0,6 M€ de crédit-bail.

##### **Sensibilité des positions nettes à taux variable**

en M€	taux variable		Total
	< 1 an	> 1 an	
Actifs financiers	26,2	5,2	<b>31,4</b>
Passifs financiers	- 65,3	- 5,3	<b>70,6</b>
<b>Position nette</b>	<b>- 39,1</b>	<b>- 0,1</b>	<b>39,2</b>

Au 30 juin 2008, la position nette à taux variable du Groupe est un passif de 39,2 M€. Il est constitué principalement d'une dette bancaire et de placements en OPCVM de trésorerie monétaires ainsi qu'en prêts à taux variable.

L'impact d'une hausse des taux d'intérêts de 1% (cent points de base) serait de + 0,1 M€ en année pleine sur le coût de l'endettement financier net; de même une baisse des taux d'intérêts de 1% (cent points de base) engendrerait une économie de 0,1 M€ en année pleine sur le coût de l'endettement financier net.

#### POLITIQUE DE PLACEMENT

La politique de placement du Groupe vise à disposer de disponibilités pouvant être rapidement mobilisées sans prise de risque sur le capital placé. L'approche du Groupe est résolument prudente et non spéculative.

Tous les supports sur lesquels le Groupe investit répondent aux critères définis par la norme IAS 7. Ainsi, certaines règles prudentielles doivent être respectées dans le cadre des placements de trésorerie du Groupe :

- ne pas détenir plus de 5% de l'actif d'un fonds (ratio d'emprise) ;
- ne pas investir plus de 20% des disponibilités sur un même support ;
- limiter le risque crédit des fonds en imposant un investissement obligatoire en « investment grade » à l'intérieur de chaque fonds.

Les rendements de ces produits sont contrôlés régulièrement et diffusés à la direction une fois par mois. Un reporting précis des différents risques de ces placements est également diffusé tous les trimestres.

## ÉCHÉANCES

Les échéances des instruments de couverture (valorisés en euro au cours de couverture à terme) sont les suivantes :

### Couvertures de change au 30/06/2008

	30/06/2008			31/12/2007		
	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans
Métropole Télévision	22,4	5,3	17,1	28,7	11,6	17,1
SND	13,1	13,1	-	28,4	27,1	1,3
TCM	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>35,5</b>	<b>18,4</b>	<b>17,1</b>	<b>57,1</b>	<b>38,7</b>	<b>18,4</b>

### JUSTE VALEUR

	30/06/2008	31/12/2007
	Juste valeur	Juste valeur
Achats à terme		
Métropole Télévision	(1,6)	(0,9)
SND	(0,1)	(1,3)
<b>TOTAL</b>	<b>(1,8)</b>	<b>(2,2)</b>

## 19.4. Effet en résultat des instruments financiers

	30/06/2008	Ventilation par catégorie d'instruments					
	Effet en résultat	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Total des produits d'intérêts	2,3	-	-	-	2,3	-	-
Total des charges d'intérêts	(0,7)	-	-	-	-	(0,7)	-
Réévaluation	10,3	10,1	-	-	-	-	0,3
Profits ou pertes nets	(1,7)	(0,4)	-	-	(1,4)	-	-
Résultat de cession	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciation nette	1,0	-	-	-	1,0	-	-
<b>Gain net / (Perte nette)</b>	<b>11,2</b>	<b>9,7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2,0</b>	<b>(0,7)</b>	<b>0,3</b>

  

	30/06/2007	Ventilation par catégorie d'instruments					
	Effet en résultat	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Total des produits d'intérêts	3,3	-	-	-	3,3	-	-
Total des charges d'intérêts	(0,7)	-	-	-	-	(0,7)	-
Réévaluation	10,1	9,5	-	-	-	-	0,6
Profits ou pertes nets	(0,2)	0,1	-	-	(0,3)	-	-
Résultat de cession	(0,1)	-	(0,1)	-	-	-	-
Dépréciation nette	(1,4)	-	-	-	(1,4)	-	-
<b>Gain net / (Perte nette)</b>	<b>11,1</b>	<b>9,6</b>	<b>(0,1)</b>	<b>-</b>	<b>1,6</b>	<b>(0,7)</b>	<b>0,6</b>

## 20. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

	30/06/2008	31/12/2007
Placement de trésorerie auprès de Bayard d'Antin	-	20,0
FCP et SICAV monétaires	17,3	60,4
Trésorerie en banque	8,9	8,7
<b>Total trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>26,2</b>	<b>89,1</b>

La trésorerie et les valeurs mobilières de placement sont des actifs financiers détenus à des fins de transaction (juste valeur par résultat) et sont donc évaluées à leur juste valeur.  
Les FCP et SICAV monétaires ne comportent pas de plus-values latentes, celles-ci ayant été réalisées au 30 juin 2008.

## **21. CAPITAUX PROPRES**

### **21.1. Politique de gestion du capital**

La gestion des capitaux propres du Groupe se rapporte essentiellement à la politique de distribution de dividendes et plus généralement de rémunération de l'actionnaire de Métropole Télévision. Elle vise également à maintenir une structure de capitaux propres et le rapport entre capitaux propres et trésorerie / endettement net à des niveaux jugés sains et prudents tout en optimisant le coût du capital.

Dans cette perspective, afin de financer à la fois sa croissance et la rémunération de ses actionnaires, M6 a mis en place au cours du semestre deux lignes de crédit pour un montant cumulé de 85 M€ dont 65 M€ avaient été tirés au 30 juin 2008.

Compte tenu de son niveau d'endettement net actuel (41,2 M€) et de ses capitaux propres (728,4 M€), le Groupe garde une capacité d'endettement significative ne rendant donc pas nécessaire un financement complémentaire par appel au marché.

Concernant la rémunération de l'actionnaire, le Groupe s'est fixé depuis au moins 2004 pour objectif de distribuer un dividende de l'ordre de 80% du bénéfice net (des activités poursuivies, part du Groupe) par action. M6 a en outre activé en 2007 un programme de rachat d'actions sur 3 ans, portant sur 10% maximum du capital en vue de leur annulation et sous réserve d'une acquisition significative. Au cours du semestre, M6 a dans ce cadre racheté 980 000 de ses actions, soit 0,75% du capital, pour un montant total de 13,68 M€.

En outre, au 30 juin 2008, M6 détenait 332 535 de ses actions et avait souscrit des achats à terme pour 200 000 de ses actions. Cette auto-détention est affectée d'une part, à l'attribution gratuite d'actions, d'autre part, à l'animation du marché dans le cadre d'un contrat de liquidité confié à CA Cheuvreux depuis décembre 2004.

Hormis les augmentations de capital dans le cadre de l'exercice d'options de souscription d'actions et bien que disposant d'autorisations données par l'Assemblée Générale des actionnaires afin de procéder dans des cas définis à une augmentation de son capital, la société n'envisage pas à ce jour d'émettre de nouvelles actions. Au premier semestre 2008, M6 n'a procédé à aucune augmentation de capital.

Du fait de son objet social et de l'exploitation par la société d'une licence de diffusion de télévision hertzienne analogique et numérique, un cadre légal et réglementaire spécifique s'applique néanmoins à la détention du capital social de la société. Ainsi, l'article 39 de la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée, ainsi que la loi n°2001-624 du 18 juillet 2001, précise qu'aucune personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, ne peut détenir directement ou indirectement plus de 49% du capital ou des droits de vote d'une société titulaire d'une autorisation relative à un service national de télévision par voie hertzienne terrestre. Il en résulte que toute décision susceptible d'entraîner la dilution ou la relation des actionnaires existant doit être appréciée au regard de cette contrainte légale spécifique.

## 21.2. Actions composant le capital de Métropole Télévision

### Nombre d'actions émises :

<i>en milliers</i>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2007</b>
Actions ordinaires de 0,4€	128 955	129 935

### Nombre d'actions en circulation :

<i>en milliers</i>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2007</b>
<b>A l'ouverture</b>	<b>129 677</b>	<b>131 614</b>
Exercice des options d'achat et de souscription d'actions	0	6
Attributions d'actions gratuites	(7)	101
Variation du contrat de liquidité	(67)	(84)
Application du programme de rachat d'actions (avant annulation)	(980)	(1 960)
<b>A la clôture</b>	<b>128 622</b>	<b>129 677</b>

Les actions composant le capital de Métropole Télévision sont toutes des actions ordinaires avec un droit de vote simple.

Les actions sont entièrement libérées.

Huit plans de souscriptions d'actions et deux plans d'attribution gratuites, accordés à certains cadres et cadres dirigeants du Groupe, sont en place au 30 juin 2008.

### PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

Conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 2 mai 2007 au Directoire de procéder à l'achat d'actions Métropole Télévision dans la limite de 10% du nombre d'actions composant le capital social, 980 000 actions ont été acquises au cours du premier semestre 2008.

## 21.3. Variations de capitaux propres ne transitant pas par le compte de résultat

Les variations de justes valeurs des instruments financiers dérivés, des pertes et gains actuariels et des écarts de conversion sont comptabilisées en capitaux propres dans la rubrique « autres réserves ».

L'impact sur les capitaux propres en autres réserves s'analyse comme suit :

<b>Solde des autres réserves au 01/01/2007</b>	<b>(2,1)</b>
Résultat de change réalisé sur opérations non échues	-
Nouvelles couvertures	(12,0)
Variations des anciennes couvertures	(0,3)
Échéances des couvertures	0,1
Échéances des opérations sur résultat réalisé enregistré en capitaux propres	0,1
Variation sur les actifs détenus en vue d'être cédés	0,6
	(1,0)
Variation sur les retraites	1,2
<b>Solde des autres réserves au 31/12/2007</b>	<b>(13,4)</b>
Résultat de change réalisé sur opérations non échues	-
Nouvelles couvertures	0,1
Variations des anciennes couvertures	(1,0)
Échéances des couvertures	8,0
Échéances des opérations sur résultat réalisé enregistré en capitaux propres	-
Variation sur les actifs détenus en vue d'être cédés	-
Variation sur les actifs disponibles à la vente	(0,7)
Variation sur les retraites	0,4
<b>Solde des autres réserves au 30/06/2008</b>	<b>(6,6)</b>

## 22. DETTES FINANCIÈRES

Les variations de l'endettement net sont les suivantes :

	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2007</b>
Dettes bancaires	2,0	0,4
Autres	5,4	6,0
<b>Total dettes financières non courantes</b>	<b>7,3</b>	<b>6,4</b>
Dettes bancaires	65,0	-
Autres	0,3	0,7
<b>Total dettes financières courantes</b>	<b>65,3</b>	<b>0,7</b>

L'endettement net du Groupe au 30 juin 2008 se ventile par échéance de la façon suivante :

	<b>Total</b>	<b>&lt; 1 an</b>	<b>De 1 à 5 ans</b>	<b>&gt; 5 ans</b>
	<b>30/06/2008</b>			
<b>Total dettes financières</b>	<b>72,6</b>	65,3	2,0	5,4
	<b>Total</b>	<b>&lt; 1 an</b>	<b>De 1 à 5 ans</b>	<b>&gt; 5 ans</b>
	<b>31/12/2007</b>			
<b>Total dettes financières</b>	<b>7,1</b>	0,7	0,4	6,0

Les dettes financières au 30 juin 2008 sont constituées principalement des lignes de crédit tirées par M6 à hauteur de 65,0 M€.

En effet, au cours du premier semestre 2008, le Groupe (par l'intermédiaire de la société mère) a mis en place deux emprunts bancaires à 3 ans, pour un montant global de 85 M€. Ces lignes sont mobilisables sur des périodes allant de 1 à 6 mois.

Le solde des dettes financières se compose de la quote-part de dettes des sociétés co-détenues, d'une dette bancaire souscrite par Cyréal, ainsi que d'un crédit-bail conclut par le FC Girondins de Bordeaux.

## 23. PASSIFS FINANCIERS

Métropole Télévision a contracté des instruments financiers à des fins de couverture des programmes d'attribution d'actions gratuites.

Ces instruments, achats à terme, ont pour échéance mai 2009.

En application de l'IAS 32 *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*, cet engagement a été reconnu pour sa valeur actuelle comme un passif financier en contrepartie des capitaux propres (autres réserves).

## 24. INDEMNITÉS DE DÉPART EN RETRAITE

Les engagements pris au titre des indemnités de départ en retraite ne sont pas couverts par un contrat d'assurance ou des actifs dédiés.

### PRINCIPALES HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

en %	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Taux d'actualisation	6,00	5,30	4,60
Augmentations de salaires futures *	3,60	3,60	4,24
Taux d'inflation	2,00	2,00	2,00

\* médiane établie en fonction de l'âge et du statut

### CHARGES COMPTABILISÉES DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT

	30/06/2008	30/06/2007
Coût du service courant	(0,9)	(1,1)
Coûts des intérêts sur l'obligation	0,2	0,1
Revenus attendus des actifs du régime		-
Gain ou perte actuariel(le) sur l'année		(1,4)
Coûts des services passés		-
<b>Dépense nette</b>	<b>(0,7)</b>	<b>(2,4)</b>

### PROVISION ET VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION

	30/06/2008	30/06/2007
<b>Obligation à l'ouverture</b>	<b>6,1</b>	<b>9,3</b>
Coût du service courant, réductions/cessations	(0,9)	(1,1)
Coûts des intérêts sur l'obligation	0,2	0,1
Prestations versées	-	-
Ecarts actuariels - Changements d'hypothèse	(0,6)	(1,4)
Ecarts actuariels - Effet d'expérience		-
Variation de périmètre		-
<b>Obligation à la clôture</b>	<b>4,7</b>	<b>6,9</b>

## 25. PROVISIONS

Les provisions ont évolué de la façon suivante entre le 1er janvier 2008 et le 30 juin 2008 :

	Provisions pour retraite	Provisions pour litiges (1)	Autres provisions pour risques (2)	Autres provisions pour charges (3)	Total 30/06/2008
<b>Au 1er janvier 2008</b>	<b>6,1</b>	<b>13,8</b>	<b>18,0</b>	<b>36,3</b>	<b>74,1</b>
Acquisitions de filiales	-	-	-	-	-
Cessions de filiales	-	-	-	-	-
Dotation annuelle	0,4	1,5	5,2	7,7	14,8
Utilisation	(0,0)	(0,3)	(0,9)	(3,2)	(4,4)
Reprise non utilisée	(1,2)	(0,2)	(1,0)	(8,5)	(10,9)
Autres variations	(0,6)	0,4	(3,4)	3,0	(0,6)
<b>Au 30 juin 2008</b>	<b>4,7</b>	<b>15,1</b>	<b>17,9</b>	<b>35,3</b>	<b>73,0</b>
Courant 2008	-	15,1	17,9	35,3	68,3
Non courant 2008	4,7	-	-	-	4,7
<b>Total</b>	<b>4,7</b>	<b>15,1</b>	<b>17,9</b>	<b>35,3</b>	<b>73,0</b>
Courant 2007	-	13,8	18,0	36,3	68,0
Non courant 2007	6,1	-	-	-	6,1
<b>Total</b>	<b>6,1</b>	<b>13,8</b>	<b>18,0</b>	<b>36,3</b>	<b>74,1</b>

Au 30 juin 2008, les provisions se ventilent de la façon suivante :

<b>(1) Provisions pour litiges :</b>	
- Provisions pour litiges juridiques Antenne M6	8,2
- Provisions pour litiges juridiques Diversifications	3,8
- Provisions pour litiges juridiques Chaînes Numériques	0,2
- Provision pour litige social	2,9
	<b>15,1</b>
<b>(2) Autres provisions pour risques :</b>	
- Provisions pour risques Antenne M6	11,1
- Provisions pour risques Diversifications	3,7
- Provisions pour risques Chaînes Numériques	3,1
	<b>17,9</b>
<b>(3) Autres provisions pour charges :</b>	
- Provisions pour charges Antenne M6	20,5
- Provisions pour charges Diversifications	9,1
- Provisions pour charges Chaînes Numériques	2,2
- Provisions pour réaménagement des fréquences	3,5
	<b>35,3</b>

Les informations complémentaires relatives aux litiges en cours ne sont pas présentées individuellement dans la mesure où la communication de ces éléments pourrait être préjudiciable au Groupe.

## 26. ACTIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS

	< 1 an	> 1 an	Total 30/06/2008	Total 31/12/2007	Conditions de mise en œuvre
<b>Engagements donnés</b>					
Achats de droits et engagements de coproductions (bruts)	213,4	443,7	657,1	771,5	Contrats signés
Avances versées au titre des achats de droits et engagements de coproductions	(24,5)	(46,3)	(70,9)	(80,3)	
<i>Achats de droits et engagements de coproductions (nets)</i>	<i>188,8</i>	<i>397,4</i>	<i>586,3</i>	<i>691,1</i>	
Transport d'images, location satellites et transpondeurs	40,7	96,1	136,8	157,1	Contrats signés
Baux non résiliables	6,9	17,1	24,1	20,7	Baux
Responsabilité sur passif des sociétés en nom collectif	-	7,8	7,8	7,1	Liquidation de la SNC
Autres	2,8	1,9	4,7	8,3	
<b>Total des engagements donnés</b>	<b>239,3</b>	<b>520,3</b>	<b>759,6</b>	<b>884,3</b>	
<b>Engagements reçus</b>					
Responsabilité sur passif des sociétés en nom collectif	-	7,8	7,8	7,1	Liquidation de la SNC
Ventes de droits	1,2	-	1,2	4,5	Échéances annuelles
Contrats de diffusion	30,5	75,0	105,5	120,1	Contrats signés
Autres	3,9	-	3,9	9,2	
<b>Total des engagements reçus</b>	<b>35,6</b>	<b>82,8</b>	<b>118,3</b>	<b>140,9</b>	

### ACHATS DE DROITS ET ENGAGEMENTS DE COPRODUCTIONS (NETS)

Ces engagements se rapportent :

- aux engagements d'achats sur des droits non encore produits ou achevés,
- aux engagements contractuels sur les coproductions en attente d'acceptation technique ou de visa d'exploitation, déduction faite des acomptes versés.

Ils sont exprimés nets des avances et acomptes versés à ce titre pour les droits correspondants non encore enregistrés en stocks.

### TRANSPORT D'IMAGES, LOCATION SATELLITE ET TRANSPONDEURS

Ces engagements sont relatifs à la fourniture de services de télédiffusion et à la location de capacité satellitaire et de transpondeurs auprès de sociétés privées, tant pour la diffusion analogique que pour la diffusion numérique. Ces engagements ont été valorisés en prenant pour chaque contrat les montants restant dus jusqu'à leur échéance.

### BAUX NON RÉSILIABLES

Il s'agit des paiements futurs minimaux pour des contrats de location simple non résiliables et en cours à la clôture de l'exercice. Ils se rapportent pour l'essentiel à des locations immobilières.

## RESPONSABILITÉ SUR PASSIF DES SOCIÉTÉS EN NOM COLLECTIF

Dans la mesure où les associés d'une société en nom collectif répondent indéfiniment et solidairement des dettes portées par la société, le Groupe présente en engagements hors bilan donnés le total du passif des sociétés en nom collectif qu'il détient, retraité des comptes de régularisation ainsi que des comptes courants d'associés, et en engagement hors bilan reçus la quote-part de ce passif détenu par les autres associés.

### VENTES DE DROITS

Ces engagements recouvrent les contrats de ventes de droits de diffusion non encore disponibles au 30 juin 2008.

### CONTRATS DE DIFFUSION

Ces engagements concernent les contrats de diffusion des chaînes du Groupe auprès de Canal+ France et des autres distributeurs.

Ces engagements ont été valorisés en prenant pour chaque contrat les montants restant dus jusqu'à leur échéance certaine ou probable.

Les actifs immobilisés du Groupe ne sont assortis d'aucun nantissement ou hypothèque.

## 27. PARTIES LIÉES

### 27.1. Identification des parties liées

Les parties liées au Groupe sont les sociétés non consolidées, les coentreprises et les entreprises associées, RTL Group, actionnaire du Groupe à hauteur de 48,56%, Bertelsmann AG, actionnaire de RTL, les mandataires sociaux et les membres du Conseil de Surveillance.

### 27.2. Transactions avec les actionnaires

#### PRÊT AUX ACTIONNAIRES

Aux termes d'une convention de placement de trésorerie signée entre Bayard d'Antin SA et Métropole Télévision en date du 1<sup>er</sup> décembre 2005, la société Métropole Télévision a la possibilité de prêter ses disponibilités de trésorerie à la société Bayard d'Antin soit au jour le jour, soit en bloquant une partie de ce prêt sur une période ne pouvant excéder 3 mois. La rémunération prévue par cette convention est conforme aux conditions du marché.

Afin de respecter la politique de placement de Métropole Télévision, le placement à Bayard d'Antin ne pourra excéder 20% des liquidités bancaires du Groupe Métropole Télévision.

Au 30 juin 2008, le compte courant journalier entre M6 et Bayard d'Antin est soldé et s'élevait à 20 M€ au 31 décembre 2007.

#### TRANSACTIONS COURANTES

	30/06/2008		30/06/2007	
	RTL Group	BERTELSMANN (hors RTL Group)	RTL Group	BERTELSMANN (hors RTL Group)
Ventes de biens et services	0,7	4,6	0,3	10,8
Achats de biens et services	(18,1)	(4,2)	(17,5)	(3,3)

Les ventes et les achats effectués avec les actionnaires ont été conclus à des conditions normales de marché.

Les soldes bilanciaux résultant de ces ventes et achats sont les suivants :

	30/06/2008		31/12/2007	
	RTL Group	BERTELSMANN (hors RTL Group)	RTL Group	BERTELSMANN (hors RTL Group)
Créances	4,8	2,0	5,2	0,4
Dettes	8,3	3,6	6,5	0,7

### 27.3. Transactions avec les coentreprises

Les transactions suivantes ont été réalisées entre les filiales du Groupe et les coentreprises (principalement TCM DA, TF6, Série-Club) :

	30/06/2008	30/06/2007
<b>à 100%</b>		
Ventes de biens et services	1,7	1,8
Produits financiers	0,2	0,3
Achats de biens et services	(1,3)	(0,5)

Les ventes et les achats effectués avec les coentreprises ont été conclus à des conditions normales de marché.

Les soldes bilanciaux résultant de ces ventes et achats sont les suivants :

	30/06/2008	31/12/2007
<b>à 100%</b>		
Créances	9,3	15,1
<i>dont financement</i>	7,0	11,3
Dettes	1,2	2,1
<i>dont financement</i>	-	0,4

Les créances relatives au financement sont constituées des remontées des résultats des sociétés de personnes auprès de leur société mère.

### 27.4. Transactions avec les entreprises associées

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2008, Métropole Télévision a vendu pour 0,4 M€ d'espaces publicitaires à Annonces Jaunes, société dans laquelle le Groupe détient 34%.

### 27.5. Transactions avec les dirigeants

La rémunération versée au cours du premier semestre 2008 aux quatre membres du Directoire représente un total de 1 868 098 € et se ventile en une part fixe pour 912 723 € et une part variable pour 955 375 €.

Les options de souscription d'actions octroyées le 6 mai 2008 aux membres du Directoire s'élèvent à 75 500. A la même date ont été attribuées aux membres du Directoire 30 200 actions gratuites, livrables, sous condition de présence, à compter du 6 mai 2010 et dont le nombre attribué pourrait être augmenté dans la limite de 36 240 en fonction de l'atteinte de critères de performance.

Au cours de la période, aucune option n'a été levée par un des membres du Directoire au titre des plans d'options d'achat et de souscription d'actions antérieurs.

Dans le cadre du plan d'attribution d'actions gratuites du 6 juin 2006, 365 581 actions gratuites ont été livrées aux membres du Directoire. La période d'incessibilité fiscale de ces actions expire au 5 juin 2010.

Par ailleurs, au même titre et dans les mêmes conditions que les salariés du Groupe, les membres du Directoire pourront bénéficier d'une indemnité légale de fin de carrière dont le coût global est décrit en note 24.

Au 30 juin 2008, 10 000 € de jetons de présence ont versés aux membres du Conseil de Surveillance en régularisation de l'année 2007. Un montant de 60 000 € a été provisionné dans les comptes semestriels au titre de 2008.

Les membres du Conseil de Surveillance détiennent au 30 juin 2008 2 100 actions du Groupe.

## **28. EVÉNEMENTS POST CLÔTURE**

A la connaissance de la société, aucun événement significatif n'est intervenu depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2008 susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société et du Groupe.

## 29. PERIMETRE

Société	Forme	Activité	30/06/2008		31/12/2007	
			% de contrôle	Méthode de consolidation	% de contrôle	Méthode de consolidation
<b>ANTENNE M6</b>						
Métropole Télévision - M6	SA	Société mère	-	IG	-	IG
M6 Publicité	SAS	Régie publicitaire	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Bordeaux	SAS	Décrochage local	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Toulouse	SAS	Décrochage local	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Immobilier 46D	SAS	Immeuble de Neuilly	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Immobilier M6	SA	Immeuble de Neuilly	100,00 %	IG	100,00 %	IG
SCI du 107	SCI	Immeuble de Neuilly	100,00 %	IG	100,00 %	IG
C. Productions	SA	Production d'émissions	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Films	SA	Coproduction de films	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Métropole Production	SA	Production d'œuvres audiovisuelles	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Studio 89 Productions	SAS	Production d'émissions audiovisuelles	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Développement	SAS	Organisation de formation	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Créations	SAS	Sans activité	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Divertissement	SAS	Sans activité	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Récréative	SAS	Sans activité	100,00 %	IG	100,00 %	IG
<b>CHAINES THEMATIQUES</b>						
Edi TV - W9	SNC	Chaîne musicale W9	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Fun TV	SNC	Chaîne musicale Fun TV	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Diffusions	SA	Holding activité numérique	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Numérique	SAS	Holding activité numérique	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Thématique	SA	Holding des chaînes numériques	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Paris Première	SA	Chaîne numérique Paris Première	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Sedi TV - Téva	SA	Chaîne numérique Téva	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Communication	SAS	Chaînes musicales M6 Music Black - Rock - Hit	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Multiplex R4	SAS	Transmission de radio et télévision	58,35 %	IG	58,35 %	IG
Série Club	SA	Chaîne numérique Série Club	50,00 %	IP	50,00 %	IP
TF6	SCS	Chaîne numérique TF6	50,00 %	IP	50,00 %	IP
TF6 Gestion	SA	Gérante de TF6	50,00 %	IP	50,00 %	IP
<b>DIVERSIFICATIONS ET DROITS AUDIOVISUELS</b>						
FC Girondins de Bordeaux	SASP	Club de Football	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Foot	SAS	Holding activité sportive	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Editions	SA	Société de presse	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Citao	SARL	Magazine de presse écrite	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Echo6	SAS	Commercialisation de produits mobiles	50,00 %	IP	50,00 %	IP
Femmes en Ville	SAS	Magazine de presse écrite	100,00 %	IG	50,00 %	IP
Live Stage	SAS	Production de spectacles	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Evénements	SA	Production de spectacles	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Interactions	SAS	Exploitation des droits dérivés	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Web	SAS	Société internet et télématique	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Annonces Jaunes	SA	Site internet de recherche de petites annonces	34,00 %	ME	34,00 %	ME
Sous-groupe HSS :						
Home Shopping Service	SA	Emissions de téléachat	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Boutique du Monde	SNC	Emissions de téléachat	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Club Téléachat	SNC	Chaîne 24 h / 24 h	100,00 %	IG	100,00 %	IG
HSS Belgique	SA	Emissions de téléachat	100,00 %	IG	100,00 %	IG
HSS Hongrie	SA	Emissions de téléachat	100,00 %	IG	100,00 %	IG
SETV Belgique	GIE	Exploitation bureaux de gestion vente par téléachat	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Télévente promotion	SA	Emissions de téléachat	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Unité 15 Belgique	SA	Service clients	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Unité 15 France	SA	Gestion et animation d'activité de téléachat	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Mistergooddeal	SA	E-commerce	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Operating Group	SARL	Sans activité	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Clicanddeal	SAS	E-commerce	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Retail Concept	SAS	Vente de produits de téléachat	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Sous-groupe Cyrealis :						
Cyrealis Holding	SAS	Holding	100,00 %	IG	-	NC
Cyrealis	SAS	Société internet et télématique	100,00 %	IG	-	NC
La boîte à News	SARL	Société internet et télématique	50,00 %	IG	-	NC
Neteconomie	SARL	Société internet et télématique	100,00 %	IG	-	NC
Groupement JV	SARL	Groupement de distribution de jeux vidéo	49,00 %	ME	-	NC
Hugo Films	SAS	Portefeuille de droits audiovisuels	100,00 %	IG	-	NC
M6 Studio	SAS	Production de longs métrages d'animation	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Mandarin	SAS	Portefeuille de droits audiovisuels	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Mandarin Films	SAS	Portefeuille de droits audiovisuels	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Société Nouvelle de Distribution	SA	Distribution films cinématographiques	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Société Nouvelle de Cinématographie	SAS	Portefeuille de droits audiovisuels	100,00 %	IG	100,00 %	IG
SND USA	INC	Holding activité droits audiovisuels	100,00 %	IG	100,00 %	IG
TCM DA	SNC	Portefeuille de droits de diffusion	50,00 %	IP	50,00 %	IP
Diem 2	SA	Production / exploitation de droits audiovisuels	100,00 %	IG	100,00 %	IG

IG : Intégration globale  
 IP : Intégration proportionnelle  
 NC : Non consolidé

Le Groupe n'est ni actionnaire, ni partie prenante dans aucune société « ad hoc ».

**METROPOLE TELEVISION S.A.**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE  
SEMESTRIELLE 2008**

**KPMG Audit**  
1, cours Valmy  
92923 Paris La Défense Cedex

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

**Ernst & Young et Autres**  
41, rue Ybry  
92575 Neuilly-sur-Seine Cedex

**KPMG Audit**  
1, cours Valmy  
92923 Paris La Défense Cedex

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

**Ernst & Young et Autres**  
41, rue Ybry  
92575 Neuilly-sur-Seine Cedex

Aux actionnaires

## **METROPOLE TELEVISION SA**

89, Avenue Charles de Gaulle  
92200 Neuilly-sur-Seine

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales et en application des articles L. 232-7 du Code de commerce et L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Métropole Télévision S.A., relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2008 au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### **1. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## **2. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 24 juillet 2008  
Les commissaires aux comptes

**KPMG Audit**

**PricewaterhouseCoopers Audit**

**Ernst & Young et Autres**

Grégoire Menou

Marc Ghiliotti

Bruno Perrin